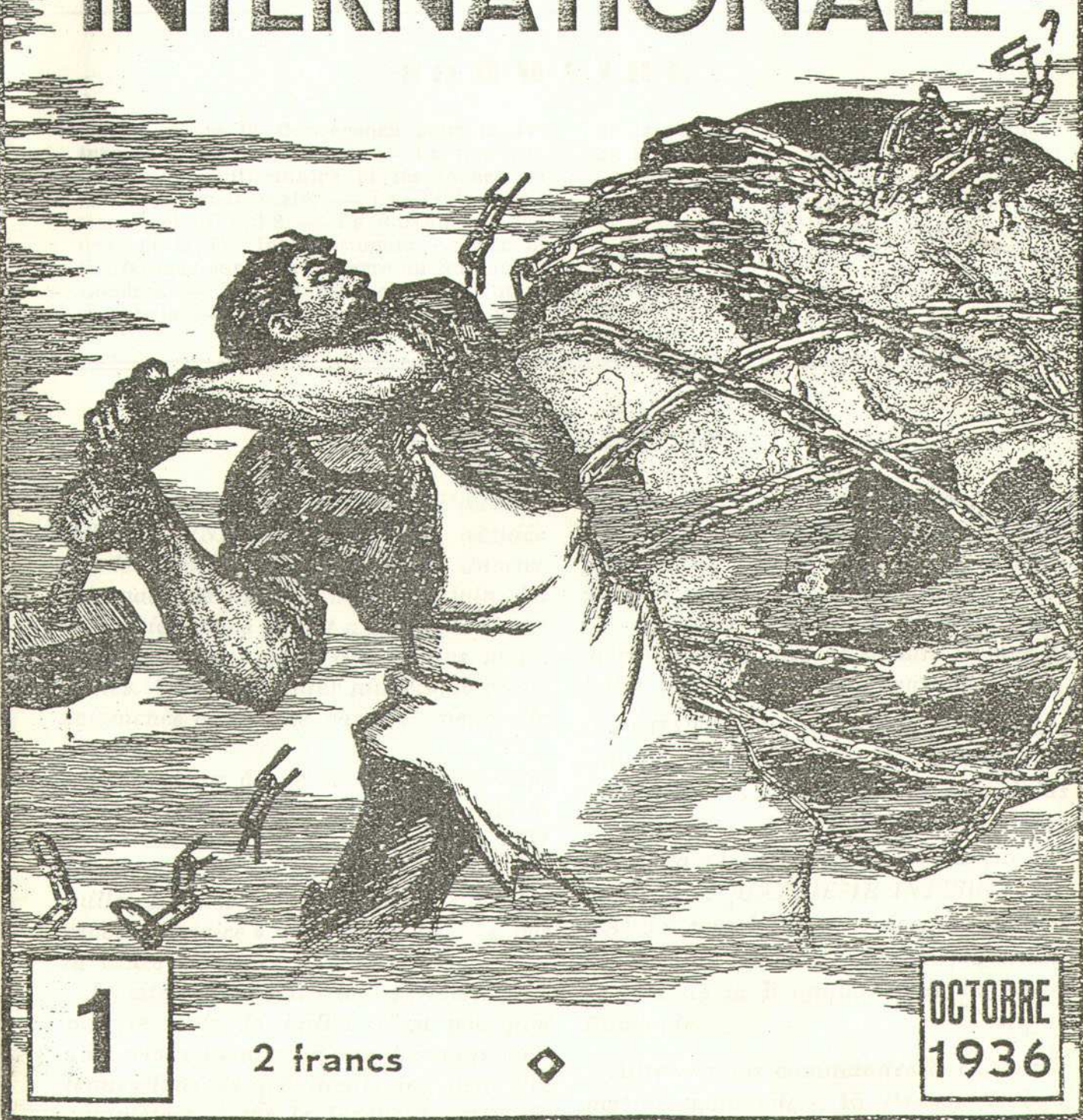


PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS
UNISSEZ-VOUS!

QUATRIÈME INTERNATIONALE



1

2 francs



OCTOBRE
1936

N° Spécial - Résolutions de la Conférence
pour la IV^e Internationale (Juillet 1936)

QUATRIÈME INTERNATIONALE

REVUE THEORIQUE MENSUELLE DU PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE
(BOLCHEVIK-LENINISTE),

SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Abonnements. — France 1 an 20 frs; 6 mois 10 frs.
Etranger 1 an 30 frs; 6 mois 15 frs.
Compte chèque postal : Naville - 1333-80 - Paris. — 15, Passage Dubail, Paris 10^e.

NUMERO 1.

OCTOBRE 1936

SOMMAIRE :

Résolutions de la Conférence pour la IV^e Internationale : Préface. — La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la IV^e Internationale. — La IV^e Internationale et l'U.R.S.S. — Le Bureau de Londres et la IV^e Internationale. — Sur la Conférence contre la Guerre du Bureau de Londres. — La Jeunesse et la IV^e Internationale. — L'évolution de l'I. C. de parti

de la révolution mondiale en instrument de l'impérialisme. — Sur la situation du mouvement pour la IV^e Internationale aux Etats-Unis. — Aux travailleurs d'Espagne et du monde entier. — Pour une campagne mondiale. — Règlement. — Sur le cas R. M. — Aux peuples coloniaux. — Les Etats-Unis d'Amérique.

A nos lecteurs

La publication de la revue QUATRIÈME INTERNATIONALE a été décidée par le Comité Central du Parti Ouvrier Internationaliste au mois de juin. La réalisation de ce projet a dû être différée jusqu'à présent pour des raisons matérielles. Avec le premier numéro, la revue commence enfin une parution mensuelle régulière.

Le contenu de ce numéro est exceptionnel. Il contient les documents de la Conférence Internationale pour la IV^e Internationale qui s'est tenue au mois de juillet. La thèse générale sur la « montée révolutionnaire » a déjà été publiée par la Lutte Ouvrière.

La situation a notablement évolué, depuis le mois de juillet. C'est pourquoi un certain nombre d'appréciations contenues dans ces documents devraient être complétées. Nous le ferons à partir du prochain numéro, en reprenant l'examen des problèmes politiques posés par l'actualité.

Tous nos camarades et nos amis comprendront la nécessité d'un effort spécial pour la diffusion de notre revue. Que les groupes et camarades qui peuvent assurer un débit régulier de plusieurs numéros nous le fassent savoir. Prenez et faites prendre des abonnements.

« QUATRIÈME INTERNATIONALE » continue la tâche qu'avait assumé antérieurement « La Lutte de Classes ». Nous continuerons donc le service aux abonnés de la « Lutte de Classes ». Enfin, notons que « QUATRIÈME INTERNATIONALE » sera la revue théorique de tous les pays de langue française, particulièrement de la Belgique et de la Suisse Romande.

Adressez vos commandes à « Quatrième Internationale », 15, Passage Dubail, Paris 10^e. Tous les versements de fonds doivent être faits au compte-chèque-postal : Naville 1333-80-Paris.

Préface

Les 29, 30, 31 juillet 1936 a eu lieu à Genève, sur l'initiative du Secrétariat International de la Ligue des Communistes-Internationalistes (bolchéviks-léninistes) la première Conférence Internationale pour la Quatrième Internationale. Y étaient représentées les organisations des pays suivants : la France par quatre délégués (2 pour le « Parti Ouvrier Internationaliste », 2 pour les « Jeunesses Socialistes Révolutionnaires » affiliées au P.O.I.); la Belgique par quatre délégués (2 pour « L'Action Socialiste Révolutionnaire » et 2 pour la « Ligue des Communistes Internationalistes (Trotskyistes) », lesquelles deux organisations fusionneront sous peu); la Hollande par un délégué du « Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire » (R.S.A.P.); l'Angleterre par deux délégués et deux observateurs; la Suisse par un délégué de « l'Action Marxiste » de Zürich; l'Allemagne par deux délégués des « Communistes-Internationalistes d'Allemagne » (I. K. D.); l'Italie par un délégué. En outre étaient présents un représentant des bolchéviks-léninistes de l'URSS, un représentant du Secrétariat International de la L.C.I. (B.-L.), le secrétaire international pour les jeunesses de la L.C.I. (B.-L.), ainsi que des observateurs d'Amérique. Ont été invités, mais n'ont pu donner suite à l'invitation pour des raisons matérielles : les bolchéviks-léninistes d'Autriche, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, de Grèce, de Pologne, de Bâle (Suisse), un autre groupe anglais, de même que pour des raisons particulières les Jeunes Gardes Léninistes (L.J.G.) de Hollande (jeunesses du R.S.A.P.). Le délai de préparation relativement court, les difficultés particulièrement grandes résultant de l'éloignement et la nécessité de limiter la Conférence pour des raisons de légalité à un minimum de délégués, n'ont pas permis l'invitation et la représentation des autres organisations de la Quatrième Internationale dans le monde. Il s'agit notamment des bolchéviks-léninistes des pays suivants : Bulgarie, Danemark, Espagne, Lithuanie, Canada, Mexique, Brésil, Argentine, Chili, Cuba, Pérou, Bolivie, Puerto Rico, Chine, Indochine, Australie, Afrique du Sud. Chargé par la Conférence, le nouveau Secrétariat International adresse à toutes ces sections de la Quatrième Internationale, à toutes ses organisations sympathisantes, ainsi qu'aux camarades isolés des pays non énoncés, l'expression de notre chaleureuse solidarité dans la lutte commune, — le désir que les travaux de cette première Conférence expriment aussi leur opinion et leur volonté et qu'ils soient une contribution utile à leur travail et à leur développement, — la prière de se prononcer aussitôt que possible sur les résultats de la conférence et de nouer encore plus étroitement leur contact international — dans l'espoir qu'après une large préparation un premier Congrès

constitutif de la Quatrième Internationale nous réunisse bientôt pour un travail commun.

Le but de cette première conférence a été de rassembler les forces internationales de la Quatrième Internationale dans une nouvelle organisation cohérente, de les munir d'une armature idéologique solide et de créer un nouveau centre international plus large et plus apte à travailler. Elle signifie soit l'affiliation directe au mouvement pour la Quatrième Internationale d'organisations qui jusqu'ici n'étaient pas formellement adhérentes à la L.C.I. (B.-L.), soit un pas important vers l'unification des forces de la Quatrième Internationale dans les pays où jusqu'ici existaient plusieurs groupes séparés par des divergences tactiques. La Ligue internationale des Communistes-Internationalistes (B.-L.) cesse d'exister en tant que telle et s'intègre dans le nouveau mouvement.

Ci-après nous publions toutes les thèses, résolutions, appels adoptés par la Conférence ainsi que les travaux mis à l'étude par la Conférence. En tête se trouve la *Thèse sur la nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la Quatrième Internationale*, la Conférence ayant considéré comme sa tâche principale d'attirer la plus grande attention de l'organisation internationale et du prolétariat mondial sur la situation révolutionnaire en Espagne, en France et en Belgique, qui est d'une importance décisive pour eux tous. Toutes les thèses, résolutions et études sont soumises ici aux organisations nationales, représentées ou non à la Conférence, aux camarades sympathisants avec notre mouvement et à toutes les organisations ouvrières du monde entier pour la discussion, pour prendre position et pour les confirmer.

Selon le « Règlement » adopté par la Conférence, publié ci-après, celle-ci a désigné nommément, en dehors d'un *Conseil Général pour la Quatrième Internationale*, un *Bureau* et un *Secrétariat International pour la Quatrième Internationale*.

La Conférence a désigné une commission pour élaborer en trois mois un projet de programme, à la suite de quoi aura lieu une discussion internationale de quatre mois, après quoi le premier Congrès de la Quatrième Internationale adoptera une rédaction définitive du programme comme document de fondation de la Quatrième Internationale.

**

A la suite de la Conférence pour la Quatrième Internationale a eu lieu le 1^{er} août une brève pré-conférence internationale de représentants des jeunes pour la Quatrième Internationale de différents pays : France, Belgique, Angleterre, Suisse, en présence d'autres délégués de la Conférence principale, d'une délégation de celle-ci et du secrétaire interna-

tional pour la jeunesse L.C.I. (B.-L.). Après avoir entendu des rapports nationaux de la France, la Belgique, l'Angleterre, la Suisse et d'autres pays, l'assemblée a exprimé son accord avec toutes les thèses, résolutions et appels de la Conférence adulte et adopté la thèse sur la jeunesse publiée ci-après qui, comme tous les autres documents, sont soumis à l'étude et à l'approbation des organisations de jeunes internationales pour la Quatrième Internationale et la nouvelle Internationale des jeunes.

L'assemblée chargea une commission de présenter en trois mois le projet d'un programme pour la nouvelle Internationale révolutionnaire des jeunes.

L'assemblée des jeunes n'avait qu'un caractère préalable et il fut décidé unanimement de

convoquer sous peu une Conférence internationale pour la nouvelle Internationale révolutionnaire des jeunes à laquelle devront assister en outre les organisations et groupes des jeunes de la Hollande, la Pologne, le Danemark, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, le Canada, le Chili, l'Espagne, le Grèce. Pour l'époque transitoire, une *Commission pour la nouvelle Internationale des jeunes* composée de neuf membres (dont sept ont le droit de vote), et qui sont des représentants dirigeants des jeunes de cinq pays, de même qu'un *Bureau exécutif* de quatre membres ont été élus, le Bureau siégeant au siège même du S. I. pour la Quatrième Internationale.

Le Secrétariat International pour la Quatrième Internationale.

La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la IV^e Internationale

1. — La grève de juin ouvre une nouvelle période dans le développement intérieur de la France et de la Belgique. Elle provoquera indubitablement, non seulement l'exacerbation ultérieure de la lutte des classes dans ces pays, mais aussi, avec tel ou tel retard, des mouvements de masses sur l'étendue d'une partie importante de l'Europe, y compris la Grande-Bretagne, peut-être aussi au-delà de l'Océan. La révolution espagnole sort, ainsi, de l'isolement.

2. — La grève de juin a montré quelle exaspération et quelle disposition à lutter se sont accumulées, sous l'apparence trompeuse de la passivité, dans les masses prolétariennes de la ville et de la campagne pendant les années de crise et de réaction. Elle a fait apparaître une sympathie pour la lutte des ouvriers de la part de larges masses de la petite bourgeoisie des villes et de la paysannerie. Elle a dévoilé, enfin, l'extrême instabilité de tout le régime, le manque de confiance des classes dominantes en elles-mêmes, le fait qu'elles se démènent entre Léon Blum et De La Rocque. Ces trois conditions : disposition à lutter de *tout* le prolétariat, mécontentement aigu des couches inférieures de la petite bourgeoisie, déconfiture dans le camp du capital financier, représentent les *prémises fondamentales de la révolution prolétarienne*.

3. — L'offensive combattive des masses a pris cette fois-ci encore le caractère de la *grève générale*. Les revendications partielles, corporatives, importantes en elles-mêmes, ont été pour les ouvriers le moyen nécessaire pour, après une longue période d'immobilité, dresser et rassembler contre la bourgeoisie et son Etat les masses les plus larges possible.

La grève générale, ouvrant une période de combats révolutionnaires, ne peut pas ne pas combiner en soi les revendications corporatives et partielles aux tâches générales, quoique encore peu clairement formulées, de toute la classe. C'est dans cette combinaison qu'est sa force, qu'est le gage de la soudure entre l'avant-garde et les profondes réserves de la classe.

4. — Notre section française dans les dernières années a placé la grève générale au centre de sa propagande. A la différence de tous les autres partis et groupements, qui parlent au nom de la classe ouvrière, les bolcheviks-léninistes français ont apprécié à temps la situation comme pré-révolutionnaire, ont justement compris l'importance symptomatique des explosions grévistes de Brest et de Toulon et sous les coups ininterrompus des opportunistes et des social-patriotes (Parti Socialiste, Parti Communiste, C.G.T.) en face de l'opposition des centristes (Marceau Pivert, etc.) ont préparé par leur agitation la grève générale. Sur un sol fertile une poignée de grain donne de grands germes. Ainsi, dans les conditions de la crise sociale et de l'exaspération des masses une petite organisation, pauvre en moyens matériels, mais armée de mots d'ordre justes, a exercé une influence indiscutable sur la marche des événements révolutionnaires. La campagne enragée contre les bolcheviks-léninistes de la part de toute la presse capitaliste, social-démocrate, staliniste et syndicaliste, de même que les répressions de la police et des juges de Léon Blum, sert de confirmation extérieure à cette vérité.

5. — Aucune des organisations ouvrières officielles de France, comme de Belgique, ne

voulait la lutte. Les grèves ont surgi contre la volonté des syndicats et des deux partis. C'est seulement placés devant le fait accompli que les chefs officiels ont « reconnu » la grève, pour l'étrangler d'autant plus vite. Pourtant il s'agissait encore d'un mouvement relativement « pacifique », sous des mots d'ordre partiels. Peut-on douter même un instant qu'au moment d'une lutte ouverte pour le pouvoir les appareils de la Seconde et de la Troisième Internationales, tels les partis des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks russes en 1917, se trouveront entièrement à la disposition de la bourgeoisie contre le prolétariat? La nécessité de la *nouvelle Internationale*, en tant que parti mondial de la révolution prolétarienne, est de nouveau et indiscutablement démontrée par les événements de France et de Belgique.

6. — Néanmoins une conséquence directe et immédiate de la grande vague de juin est l'accroissement exceptionnellement rapide des vieilles organisations. Ce fait est historiquement tout à fait normal. Ainsi, mencheviks et socialistes-révolutionnaires se sont fébrilement accrus après la révolution de février 1917, que, en tant que social-patriotes, ils n'avaient pas voulu pendant la guerre; la social-démocratie allemande s'est rapidement gonflée après la révolution de novembre 1918, qui était venue contre sa volonté. Avant de dévoiler leur faillite devant toute la classe, les partis opportunistes deviennent pour un court moment l'asile des masses les plus larges. L'accroissement rapide du Parti socialiste et surtout « communiste » en France est un symptôme sûr de la crise révolutionnaire du pays et en même temps prépare la crise mortelle des partis de la Seconde et de la Troisième Internationales.

Non moins d'importance a l'accroissement extraordinairement rapide des syndicats en France. Augmentant, en apparence, le poids et l'importance de l'état-major syndical réformiste-staliniste unifié (Jouhaux, Racamond, etc.), l'afflux de nouveaux millions d'ouvriers et d'employés sape en fait le fondement même de l'appareil syndical conservateur.

**

7. — Les grands mouvements de masses sont la meilleure vérification des théories et des programmes. La grève de juin montre combien sont fausses les théories ultra-gauches, sectaires, selon lesquelles les syndicats auraient en général « fait » leur temps et devraient être remplacés par d'autres organisations ou bien qu'à côté des anciens syndicats conservateurs il faudrait en construire de nouveaux, de « véritables ». En fait dans une époque révolutionnaire la lutte pour les revendications économiques et la législation sociale ne cesse pas, au contraire, elle prend une envergure sans précédent. Les centaines de milliers et millions d'ouvriers nouveaux, qui ont afflué dans les syndicats, détruisent la routine, ébranlent l'appareil conservateur, permettent au parti révolutionnaire de cons-

truire dans les syndicats ses fractions, de conquérir de l'influence et de lutter avec succès pour le rôle dirigeant dans le mouvement syndical. Le parti révolutionnaire, qui serait incapable de mener dans les organisations syndicales un travail systématique et couronné de succès, se trouvera encore moins capable de créer ses propres syndicats. Toutes les tentatives de ce genre sont vouées à l'effondrement.

8. — Contrairement aux affirmations des chefs de la Seconde et de la Troisième Internationales, le capitalisme actuel n'est plus capable ni de donner du travail à tous les ouvriers, ni d'élever le niveau de vie des travailleurs. Le capital financier fait retomber les dépenses des réformes sociales sur les ouvriers eux-mêmes et sur la petite-bourgeoisie par l'élévation des prix, l'inflation ouverte ou masquée, les impôts, etc. L'essence de l'étatisme actuel, de l'ingérence de l'Etat, — dans les pays « démocratiques », comme dans les pays fascistes, — consiste à sauver le capitalisme pourrissant au prix de l'abaissement du niveau de vie et de culture du peuple. Il n'y a pas d'autre voie sur la base de la propriété privée. Les programmes des Front Populaires de France, d'Espagne, comme le programme de la coalition belge, représentent un mirage et une tromperie manifeste, la préparation d'une nouvelle déception des masses ouvrières.

9. — La situation absolument sans espoir de la petite bourgeoisie dans les conditions du capitalisme pourrissant conduit à ce que — contrairement aux théories de « l'harmonie sociale » de Léon Blum, de Vandervelde, de Dimitrov, de Cachin et consorts — les réformes sociales en faveur du prolétariat, instables et trompeuses en elles-mêmes, accélèrent la ruine des petits propriétaires de la ville et de la campagne, les poussant dans les bras du fascisme. Une alliance sérieuse, profonde et durable du prolétariat avec les masses petites bourgeoises, en opposition aux combinaisons parlementaires avec les exploiters radicaux de la petite bourgeoisie, n'est possible que sur les bases d'un *programme révolutionnaire*, c'est-à-dire de la prise du pouvoir par le prolétariat et d'une révolution dans les rapports de propriété dans l'intérêt de tous les travailleurs. Le « Front Populaire », en tant que coalition avec la bourgeoisie, est le frein de la révolution et la soupape de sûreté de l'impérialisme.

10. — Le premier pas vers l'alliance avec la petite bourgeoisie est la rupture du bloc avec les radicaux bourgeois en France et en Espagne, avec les catholiques et les libéraux en Belgique, etc. Il est nécessaire d'expliquer cette vérité, sur la base de l'expérience, à chaque ouvrier socialiste et communiste. Telle est la tâche centrale du moment. La lutte contre le réformisme et le stalinisme est au stade actuel la lutte avant tout contre le bloc avec la bourgeoisie. Pour l'unité honnête des travailleurs, contre l'unité malhonnête avec les exploiters! Les bourgeois hors du Front Populaire! A bas les ministres capitalistes!

11. — Sur les délais ultérieurs du développement révolutionnaire ne sont actuellement possibles que des suppositions. Grâce à des conditions exceptionnelles (défaite dans la guerre, problème paysan, parti bolchevik) la révolution russe accomplit son ascension — du renversement de l'absolutisme jusqu'à la conquête du pouvoir par le prolétariat — en 8 mois. Mais même dans cette courte période elle connut la manifestation armée d'avril, la défaite de juillet à Pétrograd et la tentative de Kornilov de faire un coup d'Etat contre-révolutionnaire en août. La révolution espagnole dure avec les flux et reflux depuis déjà cinq ans. Dans cette période les ouvriers et les paysans pauvres d'Espagne ont manifesté un instinct politique si magnifique, ont déployé tant d'énergie, de dévouement, d'héroïsme, que le pouvoir étatique serait depuis déjà longtemps dans leurs mains, si la direction avait tant soit peu correspondu à la situation politique et aux qualités combattives du prolétariat. Les véritables sauveurs du capitalisme espagnol ont été et restent non pas Zamora, ni Azana, ni Gil Robles, mais les chefs des organisations socialistes, communistes et anarcho-syndicalistes.

12. — Il en est actuellement de même en France et en Belgique. Si le parti de Léon Blum avait été réellement socialiste, il aurait pu, s'appuyant sur la grève des masses, renverser en juin la bourgeoisie presque sans guerre civile avec un minimum d'ébranlements et de victimes. Mais le parti de Blum est un parti bourgeois, frère cadet du radicalisme pourri. Si, à son tour, le parti « communiste » avait eu quelque chose de commun avec le communisme, il aurait dès le premier jour de la grève corrigé son erreur criminelle, rompu son bloc funeste avec les radicaux, appelé les ouvriers à créer des comités d'usine et des soviets et établi ainsi dans le pays un régime de double pouvoir, comme le pont le plus court et le plus sûr vers la dictature du prolétariat. Mais l'appareil du parti communiste n'est en fait qu'un des instruments de l'impérialisme français. La clef du sort à venir de l'Espagne, de la France, de la Belgique, c'est le problème de la *direction révolutionnaire*.

13. — La même conclusion découle pleinement des leçons de la politique internationale, en particulier de la soi-disant « lutte contre la guerre ». Social-patriotes et centristes, surtout français, pour justifier leur servilité envers la Société des Nations, ont invoqué la passivité des masses, en particulier, le fait qu'elles n'auraient pas été prêtes à appliquer le boycott à l'Italie au moment de son agression de brigand contre l'Abyssinie. C'est le même argument qu'utilisent, pour couvrir leur prostration, les pacifistes du type de Maxton. A la lumière des événements de juin il devient particulièrement clair, que les masses n'ont pas réagi aux provocations internationales de l'impérialisme uniquement parce qu'elles étaient trompées, endormies, freinées, paralysées, démoralisées par leurs propres or-

ganisations dirigeantes. Si les syndicats soviétiques avaient donné à temps l'exemple du boycott de l'Italie, le mouvement comme un incendie de steppe, aurait infailliblement gagné l'Europe entière, le monde entier et du coup serait devenu menaçant pour les impérialistes de tous les pays. Mais la bureaucratie soviétique a prohibé et étouffé toute initiative révolutionnaire, la remplaçant par la reptation de l'Internationale Communiste devant Herriot, Léon Blum et la Société des Nations. Le problème de la politique internationale du prolétariat, comme de la politique intérieure, c'est le problème de la *direction révolutionnaire*.

14. — Tout mouvement véritablement de masses rafraîchit l'atmosphère, comme un orage, et détruit en passant toutes sortes de fictions et d'équivoques politiques. Pitoyables et insignifiants apparaissent à la lumière des événements de juin le mot d'ordre « d'unité » des deux Internationales, qui, telles qu'elles sont, sont déjà assez unies dans la trahison des intérêts du prolétariat, ou les remèdes de bonne femme du Bureau de Londres (2 1/2), qui hésite entre toutes les directions possibles et choisit toujours la pire.

Les événements de juin ont dévoilé du même coup la complète faillite de l'anarchisme et du soi-disant « syndicalisme révolutionnaire ». Ni l'un ni l'autre, dans la mesure où en général ils existent sur terre, n'avaient prévu les événements et rien fait pour les préparer. La propagande de la grève générale, des comités d'usine, du contrôle ouvrier a été menée par une organisation politique, c'est-à-dire par un *parti*. Il ne peut en être autrement. Les organisations de masses de la classe ouvrière restent impuissantes, indécises, décontenancées, si ne les inspire et ne les mène pas en avant une avant-garde étroitement soudée. La nécessité de parti révolutionnaire est démontrée avec une force nouvelle.

15. — Ainsi toutes les tâches de la lutte révolutionnaire se réduisent infailliblement à une seule : la création d'une nouvelle direction, véritablement révolutionnaire, qui se trouve à la hauteur des tâches et des possibilités de notre époque. Participer directement au mouvement des masses, avoir des mots d'ordre de classe hardis poussés jusqu'au bout, une perspective claire, un drapeau indépendant, être intransigeant pour les conciliateurs, impitoyable pour les traîtres, telle est la voie de la IV^e Internationale. Il est ridicule et absurde de discuter s'il est opportun ou non de la « fonder ». On ne « fonde » pas une Internationale, comme une coopérative, mais on la crée dans la lutte. A la question des pédants sur l'« opportunité » les journées de juin ont répondu. Il ne reste pas place pour de nouvelles discussions.

16. — La bourgeoisie cherche une revanche. Un nouveau conflit social, consciemment préparé dans les quartiers généraux du grand capital, prendra indubitablement, à ses premiers pas, le caractère d'une vaste provocation et d'une série de provocations à l'adresse

des ouvriers. Ira de pair la préparation renforcée des organisations fascistes « dissoutes ». Le conflit des deux camps, en France, en Belgique, en Espagne, est absolument inévitable. Plus les chefs du Front Populaire « concilieront » les contradictions des classes et éteindront la lutte révolutionnaire, plus elle prendra un caractère explosif et convulsif dans la période à venir, plus elle causera de grands sacrifices, moins le prolétariat se trouvera en état de défense en face du fascisme.

17. — Les sections de la Quatrième Internationale voient clairement et distinctement ce danger. Elles en avertissent ouvertement le prolétariat. Elles apprennent à l'avant-garde à s'organiser et à se préparer. En même temps elles rejettent avec mépris la politique qui consiste à se laver les mains; elles identifient leur sort au sort des masses en lutte, quels que soient les durs coups qui tombent sur elles dans les mois et années à venir. Elles participent à chaque acte de la lutte pour y apporter la plus grande clarté et la plus grande organisation. Elles appellent inlassablement à la création de comités d'usine et de soviets. Elles se lient aux meilleurs ouvriers, poussés en avant par le mouvement, et la main dans la main avec eux édifient la nouvelle direction révolutionnaire.

Par leur exemple et leur critique ils accéléreront la formation d'une aile révolutionnaire dans les vieux partis, l'attireront dans le processus de la lutte de plus en plus à eux et la pousseront sur la voie de la Quatrième Internationale.

La participation à la lutte vivante, toujours en première ligne du feu, le travail dans les syndicats et la construction du parti vont de pair, se secondant réciproquement l'un l'autre. Tous les mots d'ordre de lutte : contrôle ouvrier, milice ouvrière, armement des ouvriers, gouvernement ouvrier et paysan, socialisation des moyens de production, sont indissolublement liés à la création de soviets ouvriers, paysans et de soldats.

18. — Le fait qu'au moment de la lutte des masses les bolchevicks-léninistes français se soient trouvés d'un seul coup au centre de l'attention politique et de la haine des ennemis de classe, n'est nullement fortuit, au contraire. Par avance il montre infailliblement l'avenir. Le bolchévisme, qui apparaît comme du sectarisme aux philistins de tous poils, combine, en fait, l'intransigeance idéologique avec la plus grande attention à l'égard du mouvement des masses. L'intransigeance idéologique elle-même, n'est rien d'autre que l'épuration de la conscience des ouvriers avancés de la routine, de l'inertie, de l'indécision, c'est-à-dire l'éducation de l'avant-garde dans l'esprit des décisions les plus hardies, sa préparation à participer à la lutte des masses jusqu'à la mort.

19. — Aucun groupement révolutionnaire dans l'histoire mondiale ne s'est encore trouvé sous une pression aussi terrible que le groupement de la Quatrième Internationale. Le Manifeste communiste de Marx-Engels par-

lait des forces « du pape et du tzar ... des radicaux français et des policiers allemands » unis contre le communisme. De cette liste seul le tzar est disparu. Mais la bureaucratie staliniste représente actuellement un obstacle incomparablement plus menaçant et plus perfide sur la voie de la révolution prolétarienne que ne l'était autrefois le tzar autocrate. De l'autorité de la révolution d'Octobre et du drapeau de Lénine l'Internationale Communiste couvre la politique du social-patriotisme et du menchévisme. L'agence mondiale de la Guépéou dès maintenant, la main dans la main avec les polices des pays impérialistes « amis », mène un travail systématique contre la Quatrième Internationale. En cas de guerre les forces unies de l'impérialisme et du stalinisme feront retomber sur les internationalistes révolutionnaires des persécutions incomparablement plus féroces que celles que les généraux du Hohenzollern, en commun avec les bourreaux social-démocrates, firent retomber en leur temps sur Luxembourg, Liebknecht et leurs partisans.

20. — Les sections de la Quatrième Internationale ne s'effraient ni de la grandeur des tâches, ni de la haine acharnée des ennemis, ni même du fait qu'elles sont numériquement faibles aujourd'hui. Dès maintenant les masses en lutte, sans en avoir encore conscience, se trouvent beaucoup plus près d'elles que de leurs chefs officiels. Sous les coups des événements qui viennent se fera dans le mouvement ouvrier un regroupement toujours plus rapide et plus profond. En France le Parti Socialiste se trouvera rapidement éliminé des rangs du prolétariat. Dans le Parti Communiste il faut attendre avec certitude une série de scissions. Dans les syndicats se crée un puissant courant de gauche, sensible aux mots d'ordre du bolchévisme. Sous une autre forme, mais identique quant au fond, des processus se produiront aussi dans d'autres pays, entraînés dans la crise révolutionnaire. Les organisations de l'avant-garde révolutionnaire sortiront de l'isolement. Les mots d'ordre du bolchévisme deviendront les mots d'ordre des masses. L'époque à venir sera l'époque de la Quatrième Internationale.

POST-SCRIPTUM

« Le conflit des deux camps en France, Belgique et Espagne est absolument inévitable. Plus les chefs du Front Populaire « concilieront » les oppositions de classes et éteindront la lutte révolutionnaire, plus elle prendra un caractère explosif et convulsif dans la période à venir, plus elle causera de grands sacrifices, moins le prolétariat se trouvera en état de défense en face du fascisme. » (point 16 de la thèse ci-dessus).

Les événements ont apporté une confirmation à cette prédiction, avant que les présentes thèses aient pu être publiées.

Les journées de juillet en Espagne complètent et approfondissent avec une force extraordinaire les leçons des journées de juin en France. Pour la seconde fois au cours de cinq

ans la coalition des partis ouvriers avec la bourgeoisie radicale conduit la révolution au bord de l'abîme. Incapable de résoudre aucune tâche que la révolution a posée, car toutes ces tâches se réduisent à une seule, le renversement de la bourgeoisie, le Front Populaire rend impossible l'existence du régime bourgeois et provoque par là le coup d'Etat fasciste. Endormant les ouvriers et les paysans par des illusions parlementaires, paralysant leur volonté de lutte, le Front Populaire crée les conditions favorables pour la victoire du fascisme. La politique de la coalition avec la bourgeoisie doit être payée par la classe ouvrière avec des années de souffrances et de sacrifices, sinon avec des dizaines d'années de terreur fasciste.

Le gouvernement de Front Populaire manifeste sa complète carence précisément au moment le plus critique; une crise ministérielle suit l'autre, car les radicaux bourgeois craignent les ouvriers amis plus que les fascistes. La guerre civile prend un caractère trainant. Quelle que soit l'issue immédiate de la guerre

civile en Espagne, elle porte un coup mortel au Front Populaire en France et dans les autres pays. A chaque ouvrier français il doit maintenant être clair que le bloc avec les radicaux signifie la préparation légale d'un coup d'Etat militaire par l'état-major français sous la couverture du ministère de la guerre Daladier.

La dissolution administrative des associations fascistes avec le maintien de l'appareil d'Etat bourgeois est, comme l'exemple espagnol le montre, mensonge et tromperie. Seuls les ouvriers armés peuvent s'opposer au fascisme. La conquête du pouvoir n'est possible qu'au moyen de l'insurrection armée contre l'appareil étatique de la bourgeoisie. La destruction de cet appareil et son remplacement par les soviets ouvriers, paysans et de soldats est la condition nécessaire pour remplir le programme socialiste. Sans l'accomplissement de ces tâches il n'y a pour le prolétariat et la petite bourgeoisie ni issue de la misère, ni salut devant la nouvelle guerre. (1 Août).

La IV^e Internationale et l'U.R.S.S.

LA NOUVELLE CONSTITUTION EST UNE NOUVELLE ETAPE DE DEGENERESCENCE DE L'ETAT OUVRIER

1. L'affirmation du septième congrès de l'Internationale Communiste, disant que le socialisme a vaincu en U.R.S.S. « définitivement et sans retour », — malgré le bas niveau de la productivité du travail en comparaison avec les pays capitalistes avancés et indépendamment de la marche du développement de tout le reste de l'humanité! — est un grossier et dangereux mensonge. Invoquer le fait que l'U.R.S.S. comprend « le sixième de la surface terrestre » tranche d'autant moins la question que sur son territoire vit au plus 8,5% de l'humanité. Il s'agit comme auparavant de la lutte de deux systèmes inconciliables : le socialisme et le capitalisme. Cette lutte n'est et ne peut pas être tranchée dans les limites de l'U.R.S.S. C'est seulement sur l'arène mondiale que la question peut se trancher « définitivement et sans retour ».

2. La masse fondamentale des moyens industriels de production de l'U.R.S.S. s'est extraordinairement accrue et concentrée dans les mains de l'Etat; dans le domaine de l'économie agricole — dans les mains des kolkhozes, qui se trouvent entre la propriété individuelle et la propriété étatique. Mais même la propriété étatique n'est pas encore la propriété socialiste, car cette dernière présuppose le dépérissement de l'Etat, en tant que gardien de la propriété, l'atténuation de l'inégalité et la dissolution progressive de la notion même de propriété dans les mœurs et coutumes de la société. Le développement réel en U.R.S.S. va dans ces dernières années dans une direc-

tion absolument opposée : l'inégalité croît et en même temps qu'elle — la contrainte étatique. De la propriété étatique actuelle il est possible, dans des conditions nationales et internationales favorables, de passer au socialisme; mais il est possible aussi, dans des conditions défavorables, de retomber en arrière, dans le capitalisme.

3. Tout Etat ouvrier conservera, pour élever les forces productives, dans les premiers temps le système du salaire ou, comme s'exprimait Marx, « les normes bourgeoises de répartition ». La question est tranchée, pourtant, par la direction générale du développement. Avec l'entrée dans la révolution des pays avancés et le développement rapide de la richesse sociale, l'inégalité aurait dû s'atténuer promptement et l'Etat n'aurait plus grand-chose à « défendre ». Avec l'isolement et le retard du pays soviétique les normes bourgeoises de répartition ont pris un caractère grossier et outrageant (différenciation monstrueuse des salaires, primes, avancements, décorations, etc.) et ont engendré des tendances restauratrices, qui menacent le système étatique de propriété.

4. La faible productivité du travail, en face de grands frais d'investissement, d'énormes dépenses militaires et des spoliations effrayantes de l'appareil incontrôlé signifie actuellement encore le manque extrême des plus importants produits de consommation personnelle pour les masses de la population. Les succès économiques, trop modestes pour une amélioration matérielle et culturelle importante de la vie de tout le peuple, se révèlent déjà pleinement suffisantes pour permettre l'apparition d'une large couche privilégiée. Les contradictions sociales au cours du second

plan quinquennal, ne se sont pas atténuées mais extraordinairement exacerbées. *L'inégalité croît à pas de géant.* Les sommets chantent des hymnes sur la « vie heureuse » en face du silence forcé des couches inférieures.

5. Jouant sur les nombreux antagonismes sociaux (ville et campagne, travail intellectuel et physique, exploitations individuelles, kolkhozes et enclos des kolkhoziens, stakhanovistes et masse ouvrière arriérée) *la bureaucratie soviétique est parvenue à être en fait indépendante des travailleurs.* Comme toute bureaucratie, elle règle les contradictions dans les intérêts des plus puissants, des mieux assis, des plus privilégiés. Comme toute bureaucratie, elle prend pour cela une partie considérable du revenu national à son profit et devient la plus privilégiée de toutes les couches privilégiées.

6. Par les conditions de l'existence personnelle la société soviétique présente dès maintenant une *monstrueuse hiérarchie* : du bezprizorny, de la prostituée et du lumpen-prolétaire aux « dix mille » dirigeants, qui vivent la vie des magnats du capital de l'Europe Occidentale. Contrairement à l'affirmation du VII^e Congrès de l'Internationale Communiste le socialisme n'a pas encore vaincu ni dans les rapports économiques objectifs de l'U. R. S. S. (critère de la productivité du travail) ni dans la conscience des masses travailleuses (critère de la consommation personnelle).

7. Il reste, pourtant, le fait d'une importance décisive, que tous les rapports sociaux de l'U.R.S.S., y compris les privilèges de l'aristocratie soviétique, s'appuient en fin de compte sur la propriété étatique et kolkhozienne acquise par l'expropriation de la bourgeoisie, qui, à la différence de la propriété capitaliste, ouvre la possibilité d'une croissance de l'économie et de la culture. L'abîme historique, ouvert par la révolution d'Octobre, sépare comme auparavant *l'économie étatique planifiée soviétique de l'« étatsisme » capitaliste*, qui signifie l'ingérence étatique avec le but de *sauver* la propriété privée et qui « règle » le système de l'économie, qui se survit, en entravant le développement des forces productives et en abaissant le niveau de vie du peuple. L'identification si fréquente chez les économistes libéraux de l'économie soviétique à l'économie fasciste (Italie, Allemagne) est le fruit de l'ignorance ou du charlatanisme. La victoire de la bureaucratie bonapartiste de l'U.R.S.S. sur l'avant-garde prolétarienne n'est encore nullement identique à la victoire de la contre-révolution capitaliste, quoiqu'elle lui ouvre la voie.

8. Affirmer (comme les anarchistes et les ultra-gauches de tout genre) que le prolétariat doit avoir la même attitude envers l'U.R.S.S. qu'envers les Etats impérialistes, signifie affirmer qu'il est indifférent à la classe ouvrière qu'en U.R.S.S. soient maintenues et développées l'industrie étatique et l'agriculture kolkhozienne ou bien que l'économie se trouve rejetée dans des conditions de désagrégation et, à travers la guerre civile, dans le capita-

lisme fasciste. Une telle attitude en face de la question est digne d'« amis » de l'U.R.S.S. idéalistes désabusés, c'est-à-dire de dilettantes, de phraseurs politiques du genre libéral et anarchiste, mais aucunement de révolutionnaires marxistes, qui n'oublient jamais le *facteur historique fondamental : le développement des forces productives.*

9. La division sociale de la société soviétique s'étend, comme nous l'avons dit, surtout dans le domaine de la répartition et seulement en partie (avant tout dans l'économie agraire) dans le domaine de la production. La répartition n'est pas séparée, pourtant, de la production par des cloisons étanches. Provoquant le déchaînement ouvert des appétits particuliers, ceux des groupes et des individus, la bureaucratie compromet l'idée même de propriété socialisée. L'accroissement des privilèges économiques engendre dans la masse des doutes légitimes : *à qui en fin de compte sert tout le système ?* Les « normes bourgeoises de répartition », qui ont dépassé depuis longtemps les limites admissibles, menacent, à la fin des fins, de faire exploser la discipline sociale de l'économie planifiée, et par conséquent aussi la propriété étatique et kolkhozienne.

10. Les voies possibles de la restauration bourgeoise apparaissent avec une évidence particulière dans la question de la famille. Ne venant pas à bout des tâches de l'alimentation et de l'éducation sociale, ce qui est la conséquence du niveau matériel et culturel insuffisant du pays, comme aussi la conséquence de l'étouffement de l'activité propre des masses, la bureaucratie a entrepris *la restauration et l'idéalisation de la famille petite bourgeoise* avec son économie fermée, cette base de toutes les formes de l'idiotie sociale. Mais la famille pose avec une acuité particulière la question du droit d'héritage. La bureaucratie elle-même, qui s'efforce de s'appuyer politiquement sur la famille conservatrice, sent sa propre domination incomplète, inachevée sans la possibilité de léguer ses privilèges matériels à la postérité. La question du *droit d'héritage* conduit à la question de l'extension ultérieure des cadres de la *propriété privée*. Tel est un des canaux possibles de la restauration bourgeoise. Dans tous les domaines de la vie sociale la bureaucratie frappe tout ce qui est progressif dans le système soviétique. De gardien de la « propriété socialiste » elle en est devenue le principal destructeur.

11. La signification politique de la *nouvelle constitution* de l'U.R.S.S. est directement contraire à son interprétation officielle. La « constitution staliniste » n'est pas un pas en avant, « du socialisme à la société communiste », comme l'affirment impudemment les autorités officielles, mais au contraire, un pas en arrière, de la dictature du prolétariat à un régime politique pré-bourgeois.

Le développement de la société socialiste devrait s'exprimer dans le domaine politique par le dépérissement de l'Etat. Le degré de ce

dépérissement est la mesure la plus sûre des succès du développement socialiste. Le début du dépérissement de l'Etat doit être la liquidation complète de la bureaucratie qui s'élève au-dessus de la société. En fait la nouvelle constitution légitime et renforce une voie du développement directement opposée. Il ne peut en être autrement : l'accroissement des privilèges exige un gendarme pour leur défense.

12. La *contrainte étatique*, d'après la nouvelle constitution, n'est pas atténuée, au contraire, elle prend un caractère exceptionnellement concentré, ouvert et cynique. Les soviets sont anéantis. Les institutions « municipales » et « parlementaires » locales et centrales, créées sur la base du système plébiscitaire, n'ont rien de commun avec les soviets, organisation de lutte des masses travailleuses. Elles sont par avance privées, en même temps, de quelque importance réelle que ce soit. La nouvelle constitution concentre officiellement et ouvertement le pouvoir et le contrôle de tous les domaines de la vie économique et culturelle dans les mains du « parti » staliniste, aussi indépendant du peuple que de ses propres membres et qui représente la *machine politique de la caste dirigeante*.

13. En passant la constitution liquide juridiquement la situation dominante du prolétariat dans l'Etat, depuis déjà longtemps liquidée en fait. La dictature est proclamée à partir de maintenant « sans classe » et « de tout le peuple », ce qui, du point de vue marxiste, représente une absurdité : la dictature du « peuple » sur lui-même devrait signifier la dissolution de l'Etat dans la société, c'est-à-dire la mort de l'Etat. En fait la *nouvelle constitution renforce la dictature des couches privilégiées de la société soviétique sur les masses travailleuses*, rend par cela un dépérissement pacifique de l'Etat impossible et ouvre à la bureaucratie des voies « légales » pour la contre-révolution économique, c'est-à-dire la réintroduction du capitalisme par la voie sèche, possibilité que la bureaucratie prépare directement par sa tromperie de la « victoire du socialisme ». Notre tâche est d'appeler la classe ouvrière à opposer à la pression de la bureaucratie sa propre violence — pour la défense des grandes conquêtes nouvelle constitution non seulement n'étend d'Octobre.

14. Contrairement au mensonge officiel la *Constitution* n'a *rien* pas la « démocratie » soviétique, mais, au contraire, sanctionne son étouffement complet. Par chacun de ses paragraphes elle témoigne du fait que les maîtres actuels de la situation ne céderont pas volontairement leurs positions au peuple. Le caractère aristocratique et absolutiste de la nouvelle constitution est souligné au mieux par une nouvelle croisade, proclamée le jour de sa publication, pour « l'anéantissement des ennemis du peuple, des reptiles et des furies trotskystes » (*Pravda*, 5 juin 1936). La bureaucratie se rend clairement compte d'où précisément vient le danger mortel qui la menace, et dirige la terreur bo-

napartiste contre les représentants de l'avant-garde prolétarienne.

15. A la classe ouvrière de l'U.R.S.S. sont enlevées les dernières possibilités d'une réforme légale de l'Etat. *La lutte contre la bureaucratie devient par nécessité une lutte révolutionnaire*. Fidèle aux traditions du marxisme, la IV^e Internationale *rejette inflexiblement la terreur individuelle*, de même que tous les autres moyen d'aventurisme politique. La bureaucratie ne peut être renversée que par le mouvement conscient des masses contre les usurpateurs, les parasites et les oppresseurs.

Si pour le retour de l'U.R.S.S. au capitalisme est nécessaire une *contre-révolution sociale*, c'est-à-dire le renversement de la propriété étatique des moyens de production et du sol de même que la réintroduction de la propriété privée —, est devenue inévitable pour la marche au socialisme une *révolution politique*, c'est-à-dire le renversement violent de la domination politique de la bureaucratie dégénérée, évidemment avec le maintien des rapports de propriété établis par la révolution d'Octobre. S'appuyant sur les masses travailleuses du pays et sur le mouvement révolutionnaire du monde entier, l'avant-garde prolétarienne de l'U.R.S.S. devra renverser la bureaucratie par la force, régénérer la démocratie soviétique, liquider les privilèges monstrueux et assurer un développement réel vers l'égalité socialiste.

16. Dans la question de la guerre, comme dans toutes les autres questions, les partis de la IV^e Internationale sont guidés non pas par des considérations et des sympathies formelles et idéalistes, mais par des critères matérialistes. S'ils ont soutenu, par exemple, l'Abysinie, malgré l'esclavage qui s'y maintenait et le barbare régime politique, c'est, premièrement, parce que pour un pays pré-capitaliste un Etat national indépendant est un stade historique progressif; deuxièmement, parce que la défaite de l'Italie aurait signifié le commencement de l'effondrement du régime capitaliste, qui se survit.

L'avant-garde prolétarienne mondiale soutiendra dans la guerre l'U.R.S.S., malgré la bureaucratie parasitaire et le négus non-couronné du Kremlin, parce que le régime social de l'U.R.S.S., avec toutes ses déformations et tous ses ulcères, représente un énorme pas en avant en comparaison avec le capitalisme pourrissant. La défaite d'un pays impérialiste dans une nouvelle guerre conduirait à l'effondrement non seulement de sa forme étatique, mais aussi de son fondement capitaliste, par conséquent, au remplacement de la propriété privée par la propriété étatique. La défaite de l'Union Soviétique signifierait non seulement l'effondrement de la bureaucratie soviétique, mais aussi le remplacement de la propriété étatique et kolkhoziennne par le chaos capitaliste. Le choix de la ligne politique est dicté dans ces conditions de lui-même.

17. La crainte des « ultra-gauches », que la victoire de l'U.R.S.S. puisse amener à un affermissement ultérieur de la bureaucratie

bonapartiste, vient d'une fausse compréhension des relations internationales et du développement intérieur de l'U.R.S.S. Les impérialistes de tous les camps ne s'accorderont pas avec l'U.R.S.S., tant que ne sera pas rétablie la propriété privée des moyens de production. Quel que soit le regroupement des Etats au début de la guerre, les impérialistes sauront toujours se mettre d'accord et se regrouper sur le dos de l'U.R.S.S. *L'U.R.S.S. ne pourra sortir de la guerre sans défaite qu'à condition que la révolution lui vienne en aide, en Occident ou en Orient.* Mais la révolution internationale, seul salut pour l'U.R.S.S., sera en même temps un coup mortel pour la bureaucratie soviétique.

18. *L'U.R.S.S. est-elle un Etat ouvrier?* L'U. R. S. S. est un Etat, qui s'appuie sur des rapports de propriété créés par la révolution prolétarienne et qui est dirigé par une bureaucratie ouvrière dans l'intérêt des nouvelles

couches privilégiées. L'Union Soviétique peut être appelé un Etat ouvrier dans le même sens, à peu près, — malgré l'énorme différence des échelles, — qu'un syndicat, dirigé et trahi par des opportunistes, c'est-à-dire par des agents du capital, peut être appelé une organisation ouvrière. De même que les révolutionnaires défendent tout syndicat, y compris les plus réformistes, contre les ennemis de classe, tout en menant en même temps une lutte implacable contre les chefs traîtres, de même les partis de la IV^e Internationale défendent l'U.R.S.S. contre les coups de l'impérialisme, sans cesser un instant de lutter contre l'appareil staliniste réactionnaire. En temps de guerre comme en temps de paix, ils gardent une pleine liberté de critique à l'égard de la caste soviétique dirigeante et une pleine liberté de lutte contre ses accommodements avec les impérialistes au mépris des intérêts de l'U.R.S.S. et de la révolution internationale.

Le bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire (Bureau de Londres) et la IV^e Internationale

Le réarmement de l'Allemagne et l'envahissement italien en Abyssinie ont mis fin à l'époque d'après-guerre et inauguré officiellement une nouvelle époque de pré-guerre. Avec le mouvement gréviste en France et en Belgique en juin 1936 commence une nouvelle époque de flux révolutionnaire. Tous les partis et groupes opportunistes, social-patriotes et pacifistes-centristes de la classe ouvrière sont maintenant coincés par la guerre et la révolution qui approchent. Les premiers qui en seront écrasés seront ces fragments d'organisations qui sont réunis dans ce qu'on appelle le Bureau de Londres.

Les événements des deux dernières années ont confirmé complètement et à fond l'appréciation marxiste des partis et groupes du Bureau de Londres comme organisations conservatrices-centristes, complètement incapables de résister à la poussée de la réaction et du chauvinisme. La simple énumération des faits ne laisse place à aucun doute à ce sujet.

Le S.A.P. comme force agissante de l'association de Londres, provoqua une scission dans le RSAP hollandais, dans le seul but d'entraîner le parti dans la voie du centrisme. Il entra dans le Front Populaire de l'émigration allemande, le plus morne, le plus misérable et le plus trompeur de tous les fronts populaires. Il entreprit la défense hypocrite de la bureaucratie stalinienne contre les bolchéviks-léninistes et mène en réalité la lutte seulement et exclusivement contre le IV^e Internationale.

L'I.L.P. avait essayé de prendre dans le conflit italo-abyssin une position de principe juste, mais la clique pacifiste-parlementaire de Maxton et Cie qui ne considère le parti que

comme son auxiliaire technique de fortune, le poussèrent de nouveau, par un ultimatum brutal, dans le pacifisme lamentable et adopta en même temps une loi d'exception contre les « fractions », c'est-à-dire, contre l'aile révolutionnaire marxiste. Dans la question de l'URSS, l'ILP met la révolution d'Octobre à égalité avec la bureaucratie bonapartiste, passe ses crimes sous silence et fait en particulier de la réclame pour la compilation byzantine des Webb qui est faite uniquement dans le but d'égarer les ouvriers sur les véritables voies et méthodes de la révolution prolétarienne.

Le parti espagnol « d'Unification Marxiste » éleva la plate-forme de la « révolution socialiste-démocratique » sur son pavois et sacrifia ainsi complètement les théories de Marx et de Lénine, ainsi que les enseignements de la révolution d'Octobre, qui prouvent avec une force égale que la révolution prolétarienne ne peut se déployer dans le cadre de la démocratie bourgeoise, que la « synthèse » de la démocratie bourgeoise et du socialisme n'est rien d'autre que la social-démocratie, c'est-à-dire, la trahison organisée des intérêts historiques du prolétariat. En accord complet avec sa propre plate-forme, le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste trouva sa place dans le front populaire espagnol à la traîne du parti de la bourgeoisie de gauche, y compris le président actuel de la République, Azana. La critique ultérieure envers le Front Populaire, de la part des chefs du parti, n'atténua pas d'un grain leur crime, car on apprécie les partis révolutionnaires selon leur manière d'agir dans les moments critiques et non selon ce qu'ils disent d'eux-mêmes une fois que les

événements sont passés. Pendant les années de la révolution espagnole, lourdes de conséquences, le parti de Maurin-Nin s'est montré absolument incapable de passer de la phrase petite-bourgeoise à l'action prolétarienne.

En France, le bloc avec Doriot, qui vient de fonder, après la dissolution des ligues fascistes, le « Parti Populaire Français », et Marceau Pivert contre la Quatrième Internationale révéla très rapidement son caractère réactionnaire : le maire de Saint-Denis, Doriot, sous la protection duquel avait eu lieu la dernière conférence du Bureau de Londres, accomplit bientôt, après son organisation, le passage dans le camp de la réaction. Marceau Pivert fonctionne aujourd'hui comme agent pour les besognes de « gauche » de Léon Blum, qui fait confisquer par la police bourgeoise le seul journal ouvrier révolutionnaire de France et qui fait poursuivre par les juges bourgeois les adhérents de la Quatrième Internationale.

On peut tranquillement s'épargner une considération particulière du parti suédois, qui ne sort pas du cadre du pacifisme provincial, sans parler des maximalistes italiens, des groupes en Pologne, en Roumanie et en Bulgarie, qui n'ont pas la moindre signification qualitative ou quantitative.

Le Bureau des Jeunes de Stockholm, attaché au Bureau de Londres, mène la politique du S. A. P., c'est-à-dire celle de la duplicité et de la tromperie, qui a un effet particulièrement démoralisant et néfaste sur les nouvelles générations révolutionnaires. La physionomie de ce Bureau de Stockholm est caractérisée le mieux par le fait que, pour pouvoir poursuivre sa politique amicale envers les pires groupements opportunistes et patriotiques, il estima qu'il était indiqué d'exclure de ses rangs le représentant des bolchéviks-léninistes, en minorité dans le Bureau, et qui ne revendiquait que le droit de libre critique. Par cette action, les dirigeants du Bureau de Londres, ainsi que celui de Stockholm ont prouvé, même à des aveugles politiques, qu'il n'y a et ne peut y avoir de place pour des révolutionnaires dans ces organisations.

Les conférences internationales des deux bureaux mentionnés représentent, à l'égal de la Deuxième Internationale — mais dans une mesure bien moindre — des institutions et des réunions semi-diplomatiques, semi-parlementaires, qui ne servent que de moyen à fournir à des organisations centristes de droite, une couverture décorative internationale, leur permettant de poursuivre leur politique nationale opportuniste. Les déclarations et soi-disant décisions des conférences internationales, déjà foncièrement éclectiques, restent sans aucune influence sur la véritable politique des organisations nationales affiliées.

Ce qu'il en est de la « base marxiste internationale » et de « l'homogénéité révolutionnaire » propagées par ces conférences, cela apparaît dans le fait qu'il existe un accord dans cette Internationale naine dans aucune question principielle et d'actualité politique. Dans le conflit italo-abyssin, par exem-

ple, l'I. L. P. d'Angleterre est adversaire des sanctions de la Société des Nations et condamne toute marche en commun du mouvement ouvrier avec la Société des Nations, les maximalistes italiens par contre, implorent la Société des Nations, dont la force agissante est l'Angleterre, pour l'exacerbation des sanctions contre l'Italie. La section espagnole du Bureau de Londres, de son côté, signe le programme bourgeois du « Front Populaire » espagnol, qui réclame une politique extérieure conforme aux principes et aux méthodes de la Société des Nations. La même confusion règne dans la position du Bureau de Londres en face de la politique traîtresse du Front Populaire des stalinistes. Tandis que la dernière séance du Bureau salue la politique du Front Populaire, tandis que la section espagnole a pris part au Front Populaire espagnol, les sections allemande et italienne aux comédies de Front Populaire des émigrations allemande et italienne, l'I. L. P. et, manifestement aussi, le Parti Socialiste de Suède, repoussent la politique du Front Populaire pour leur pays (mais ils les reconnaissent internationalement!). L'I. L. P. va même assez loin pour refuser aux candidats du Labour Party le soutien contre les candidats bourgeois, mais le Bureau de Londres s'enthousiasme pour le Front Populaire français qui élit au Parlement avec les voix des socialistes et des communistes des bourgeois à la Herriot.

Il suffit de dire qu'au dernier congrès du N. A. P. (mai 1935), seule organisation de masse affiliée au Bureau de Londres, pas une seule voix de protestation ne s'est élevée contre la rupture des relations de ce parti avec le Bureau de Londres. Ce fait éloquent prouve irrévocablement que l'appartenance au Bureau de Londres n'a qu'un caractère purement extérieur, car cela n'implique aucune obligation pour personne, il n'intervient en rien dans la vie intérieure des différentes sections et ne peut donc favoriser en rien la formation, ne serait-ce que de la trace d'une aile gauche.

Les partis du Bureau de Londres ne possèdent ni une doctrine ni une politique autonomes. Ils végètent entre l'aile gauche de la Deuxième Internationale et la Troisième Internationale dans sa dernière phase, qui représentent la fraternisation avec leur propre bourgeoisie dans le prétendu intérêt de l'Etat ouvrier, la défense de la « patrie » démocratique, le Front Populaire antifasciste, etc. Dans ce sens, il forme une nouvelle édition de l'Internationale deux et demie, mais d'un format tout à fait minuscule. Au cours des deux dernières années, le Bureau de Londres n'a pris, dans aucune question, une position révolutionnaire claire, il n'a fertilisé le mouvement ouvrier par rien, et non seulement il ne s'est pas attiré l'attention hostile de la Deuxième et de la Troisième Internationales, mais il s'en est plutôt rapproché dans l'excitation contre la Quatrième Internationale. Maintenant que les deux anciennes Internationales se sont tellement rapprochées l'une de

l'autre, l'existence d'une Internationale intermédiaire devient une pure absurdité.

Les intérêts de la Quatrième Internationale, c'est-à-dire de la révolution prolétarienne, excluent un compromis de principe, une tolérance, une conciliation quelconque envers des partis, des groupes et des politiciens isolés qui, à chaque pas, abusent des noms de Marx, d'Engels, de Lénine, de Luxembourg et de Liebknecht dans des buts qui sont en contradiction directe avec les idées et les actes de ces maîtres et lutteurs.

Lorsque le spectre de la nouvelle guerre a commencé à se remplir de chair et de sang, le Bureau de Londres, sous la direction du S.A.P., au lieu de poser la question d'un programme marxiste, d'une politique bolchéviste, de la sélection de cadres révolutionnaires, lança le mot d'ordre creux d'un « nouveau Zimmerwald ». Tous ceux qu'effrayent généralement les difficultés révolutionnaires se hâtèrent de s'emparer de ce mot d'ordre d'apparence léniniste. Peu de mois se passèrent, et même les initiateurs ont oublié leur invention. Cepen-

dant, les tâches de la construction de la nouvelle Internationale sur les fondements de granite des principes restent entières. Ce n'est pas d'une manière aisée qu'on sortira de cette situation historique.

Les dirigeants des organisations les plus importantes du Bureau de Londres ne sont pas des adolescents ni des novices. Ils ont tous derrière eux un long passé d'opportunisme, de pacifisme et d'oscillations centristes. Ni la guerre, ni la Révolution d'Octobre, ni la destruction du prolétariat allemand et autrichien, ni le tournant de trahison de l'I.C., pas plus que l'approche d'une nouvelle guerre ne leur ont servi d'enseignement, mais les ont plutôt démoralisés. Il n'y a pas la moindre raison de s'attendre à leur rééducation révolutionnaire. Les révolutionnaires prolétariens ont donc le devoir immédiat de démasquer systématiquement et irréductiblement les demi-mesures, les ambiguïtés et les hypocrisies du Bureau de Londres en tant qu'obstacle le plus proche et le plus immédiat sur la voie de l'édification ultérieure de la Quatrième Internationale.

Résolution sur la conférence contre la guerre du Bureau de Londres

Le « Congrès Mondial contre la Guerre, le Fascisme et l'Impérialisme », annoncé pour octobre 1936 par le « Bureau International pour l'Unité Révolutionnaire Socialiste » (Bureau de Londres), est, par sa nature même et par la composition des organisations qui ont fait connaître leur intention d'y assister, voué à l'impuissance et à l'incapacité d'exercer les fonctions pour lesquelles il a été convoqué.

La « lutte contre la guerre » ne peut être menée séparément et en dehors de la lutte de classes elle-même, de la lutte intransigeante du prolétariat contre le capitalisme impérialiste, c'est-à-dire contre l'ordre social qui, inexorablement, engendre la guerre et l'oppression impérialistes et qui est inconcevable sans ces deux fléaux. Toute tentative de mener une lutte « contre la guerre » par des « méthodes spéciales », distinctes ou « au-dessus » de la lutte de classes elle-même est dans le meilleur des cas, une illusion cruelle et, en règle générale, une déception amère facilitant le travail des fauteurs de guerre impérialistes. A cet égard, la conférence convoquée par le Bureau de Londres ne peut être qu'une réédition caricaturale des nombreux « Congrès d'Amsterdam » des stalinistes, qui tous ont fini dans le camp du social-patriotisme à peine voilé.

Cette conclusion se trouve renforcée par la composition organisationnelle de la conférence proposée. Sa base doit être officiellement « la résistance ouvrière directe à la guerre et le refus de l'union avec la classe capitaliste ou avec des gouvernements capitalistes dans la préparation à la guerre ou dans

son accomplissement ». La participation à la conférence promise par une série d'organisations, dont la plupart est affiliée au Bureau de Londres, dément déjà cette base et en fait une phrase vide.

« L'union avec la classe ou un gouvernement capitaliste » est condamnable pour une organisation prolétarienne, non pas seulement en « temps de guerre », mais aussi dans le soi-disant « temps de paix », c'est-à-dire dans la période entre les guerres et que les impérialistes emploient pour préparer la guerre. La forme la plus en usage, et par conséquent la plus dangereuse et désastreuse d'une telle « union » à l'époque actuelle, c'est le « Front Populaire » organisé par différents partis de la Deuxième et Troisième Internationales avec la bourgeoisie, dans lequel celle-ci joue nécessairement et en fait le rôle dominant. En privant le prolétariat de son indépendance de classe et en le soumettant à la bourgeoisie impérialiste ou à des fractions de celle-ci, les « partis ouvriers » dans le Front Populaire facilitent le travail impérialiste d'organisation de la « nation » pour la guerre menaçante, et constituent un obstacle direct dans la voie de la lutte prolétarienne contre elle. Or, parmi les participants annoncés au congrès du Bureau de Londres se trouvent des protagonistes du Front Populaire comme le Parti Socialiste italien, le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste espagnol, le S. A. P. allemand et — aussi monstrueux que cela puisse paraître — la « Gauche Révolutionnaire » du Parti Socialiste français, dont le dirigeant, Marceau Pivert, est un des dirigeants officiels du régime patriotique de

Blum qui, actuellement, avec tant de sollicitude « améliore » l'armée de l'impérialisme français.

La lutte contre la guerre, justement comprise et menée, présuppose l'hostilité sans compromis du prolétariat et de ses organisations, toujours et partout, envers sa propre bourgeoisie et n'importe quelle autre. Cependant, parmi les participants annoncés au Congrès du Bureau de Londres, on peut trouver des défenseurs notoires des « sanctions » impérialistes de la Société des Nations comme le Parti Socialiste italien, qui, sans doute, doit organiser la lutte commune contre la guerre avec des adversaires de ces « sanctions », comme l'Independent Labour Party britannique déclare l'être. La nécessité préalable pour la lutte prolétarienne contre la guerre, ce n'est pas l'union entre les « pro-sanctionnistes » et les « anti-sanctionnistes », mais leur séparation implacable.

La lutte contre la guerre et sa source sociale, le capitalisme, présuppose un soutien direct, actif, sans équivoque des peuples coloniaux opprimés dans leurs luttes et guerres contre l'impérialisme. Une position « neutre » équivaut au soutien de l'impérialisme. Or, parmi les participants annoncés au Congrès du Bureau de Londres se trouvent des gens de l'Independent Labour Party, qui préconisent l'abandon des guerriers courageux abyssins contre le fascisme maraudeur italien, pour des raisons de « neutralité », et des membres du Poale Sion de « gauche » qui, même actuellement, s'appuient sur l'impérialisme britannique dans sa campagne sauvage contre la lutte justifiée, même si elle est confuse, de la paysannerie arabe.

Enfin, même si la Conférence du Bureau de Londres prenait une résolution formellement juste dans la question de la guerre impérialiste, ce qui est assez improbable, cela n'améliorerait pas, mais aggraverait les choses. L'accord entre les paroles et les actes est le trait caractéristique, marquant d'une organisation révolutionnaire sérieuse. C'est pourquoi les résolutions qu'elle prend à ses assemblées sont, non pas de simples formalités, mais les résultats établis par des expériences qu'elle a accumulées dans l'action et un guide pour l'action

à venir. Pour les centristes, une thèse « révolutionnaire » adoptée à une occasion solennelle n'a pour but que de servir de décoration trompeuse, de voile devant les divergences irréconciliables dans ses propres rangs, de couverture à ses actes non révolutionnaires dans la période passée et dans la période à venir. Il n'y a donc pas la moindre raison pour les véritables révolutionnaires de prêter quelque aide que ce soit aux centristes dans leur œuvre de tromperie des forces de l'avant-garde.

La conférence envisagée est donc, sous son véritable aspect, une grande fraude, qui ne peut que paralyser la véritable lutte prolétarienne contre la guerre, le fascisme et l'impérialisme. Si ce congrès était composé d'organisations de masse de la classe ouvrière, il pourrait être profitable pour les organisations révolutionnaires, sans tenir compte du programme ou de la direction apparentes, d'y assister afin d'exposer la fraude devant une tribune prolétarienne et en lui opposant le programme de la lutte révolutionnaire. Dans le cas présent, pourtant, la participation à un tel congrès ne pourrait servir qu'à fraterniser avec ces confusionnistes professionnels du centrisme ou à démasquer les chefs sans masques devant eux-mêmes. En tout cas, le mouvement pour la Quatrième Internationale refuse de participer à cette tromperie ou de lui fournir une couleur ou dignité révolutionnaires par l'envoi d'une délégation. Il recommande une action identique à toutes les organisations affiliées.

La Conférence pour la Quatrième Internationale prend connaissance de la résolution du dernier congrès du R. S. A. P. hollandais concernant sa participation éventuelle à des congrès convoqués par le Bureau de Londres. La Conférence n'est pas en mesure d'assumer une responsabilité pour cette décision de son parti frère hollandais, ni désire le faire. Cependant, si le Comité Central du R. S. A. P., suivant la décision de son congrès, trouve nécessaire d'envoyer une délégation au congrès du Bureau de Londres, la Conférence de Genève pour la Quatrième Internationale pense que la délégation hollandaise se conduira dans l'esprit de la résolution présente.

La jeunesse et la IV^e Internationale

Thèse adoptée par la pré-conférence des Jeunes le 1^{er} Août 1936

L'époque actuelle de déclin du capitalisme n'offre, à la grande masse de la jeunesse prolétarienne, d'autre sort que le chômage permanent, la faim et la misère totale et, comme seule issue véritable, l'anéantissement de millions de jeunes prolétaires dans un nouvel as-

sassinat impérialiste des peuples. Dans le cadre du capitalisme, il n'y a pas, pour cette génération, de salut possible. La révolution prolétarienne qui, seule, par une transformation économique et politique de la société, permettra à la jeunesse de satisfaire la pléni-

tude de ses droits à la vie, n'est donc pas un but futur et lointain, mais une question vitale de nécessité immédiate.

Le chemin de la révolution prolétarienne, la voie vers le socialisme, se trouvent partout encombrés par la politique opportuniste et traîtresse des Deuxième et Troisième Internationales, qui conduisent le prolétariat de défaites en défaites, et par le manque d'une véritable direction révolutionnaire liée aux masses. C'est là la cause profonde du fait que les énormes possibilités révolutionnaires de ces dernières années sont restées inutilisées tandis que l'énergie révolutionnaire des masses était dépensée en vain. Les défaites démoralisantes de ces dernières années ont, d'autre part, conduit à ce qu'aujourd'hui des parties de la jeunesse prolétarienne perdent foi dans la révolution, s'éloignent et se tiennent à l'écart de leur propre classe ou même, fournissent du matériel à l'ennemi mortel du prolétariat : le fascisme, pour la formation de ses troupes de choc.

La politique de l'I. S. J. n'est pas moins fatale que celle de la Deuxième Internationale, dont elle forme la section de jeunes. La bureaucratie de l'I. S. J. continue à prêcher la confiance dans la Société des Nations (capitalistes), dont le rôle misérable est, aujourd'hui, manifeste même pour les petits bourgeois arriérés. L'I. S. J. n'a pas honte de réclamer de cette S. D. N. prostituée l'organisation d'une paix impossible en régime capitaliste, et de préconiser le mot d'ordre trompeur du désarmement, alors que les armements de tous les pays, même là où les représentants de la Deuxième Internationale participent ou dirigent le gouvernement, croissent à un rythme fébrile. La bureaucratie de l'I. S. J. réclame de la classe ouvrière l'abandon de l'emploi de la violence dans la lutte des classes (et l'abandon de la lutte des classes en général) à un moment où, partout, la bourgeoisie organise et lance les bandes terroristes-fascistes contre le mouvement ouvrier.

Dans ces conditions, un rôle extrêmement funeste est joué par ces dirigeants de « gauche » de l'I. S. J. (Godefroid, Chochoy, etc.), qui, aujourd'hui, sous la pression du puissant mouvement des masses dans les pays de l'Europe Occidentale, adoptent une phraséologie révolutionnaire, mais, en réalité, soutiennent absolument, en ne la démasquant point, la politique contre-révolutionnaire des partis réformistes de leur pays. En paroles, ces dirigeants de « gauche » de l'I. S. J. sont, pour la révolution, l'insurrection armée, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, etc., mais en même temps, par leur politique quotidienne, ils poussent ou appellent les jeunes prolétaires à mettre leur confiance dans les ministres socialistes qui — comme Vandervelde — utilisent les gaz lacrymogènes contre les ouvriers en grève, ou — comme Léon Blum — utilisent l'appareil policier bourgeois de répression pour poursuivre les révolutionnaires prolétaires. Que dans la différence entre

les dirigeants de « droite » et de « gauche » de l'I. S. J. il n'y ait point une opposition inconciliable, mais une escarmouche entre opportunistes de différentes nuances nationales, cela apparaît dans le plan niais (aujourd'hui d'ailleurs quasi abandonné) de Godefroid et Cie de diviser l'I. S. J. en un secteur « politique » et un secteur « culturel », c'est-à-dire de trancher les divergences d'une manière purement bureaucratique et administrative. Pour la jeunesse ouvrière, il ne s'agit pas d'une opposition entre travail « politique » et « culturel », mais d'une opposition irréductible entre la politique de trahison sociale et celle de la révolution sociale. Telle est la seule façon de poser et de résoudre la question, et elle exclut tout compromis. Mais à cela les Godefroid et Chochoy ne peuvent consentir, car ils ne veulent à aucun prix rompre avec les social-patriotes, les social-traîtres, les Vandervelde et De Man, les Blum et Salengro. La tâche des jeunes révolutionnaires prolétaires est de démontrer le véritable rôle des dirigeants de « gauche » de l'I. S. J., qui usent de formules à allure révolutionnaire, mais en dernière instance couvrent de leur autorité « révolutionnaire » le social-patriotisme des Blum et Vandervelde, la politique contre-révolutionnaire de la Deuxième Internationale.

Sans aucun doute, aujourd'hui, parmi les générations montantes, l'influence la plus funeste et la plus démoralisante est exercée par l'I. C. J., dont l'opportunisme a atteint un tel degré qu'il permet même aux « gauchistes » de l'I. S. J. de se réclamer impunément de Lénine et de Luxembourg. La bureaucratie staliniste est arrivée aujourd'hui à tuer définitivement l'esprit et l'enthousiasme révolutionnaires qui animaient l'I. C. J. dans ses premières années. Le dernier Congrès Mondial de l'I. C. J. qui eut lieu au moment du septième Congrès de l'I. C. (août 1935), posa à toutes ses sections la tâche de se « dépolitiser » et de créer de larges organisations de jeunes se tenant au-dessus des partis, au-dessus des classes. L'I. C. J. reçut donc la mission de réconcilier la jeunesse prolétarienne des pays liés en politique extérieure avec l'Union Soviétique (et des pays dont la politique extérieure est dirigée, de quelque manière que ce soit, contre le Japon et l'Allemagne), avec la jeunesse bourgeoise du pays correspondant et d'assurer, ainsi, l'union sacrée dans la guerre à venir. En France, où, en ce moment, sur la base de l'exacerbation extraordinaire des oppositions de classes tous les processus politiques apparaissent de la façon la plus claire, l'I. C. J. pousse l'ignominie jusqu'à tendre la main aux organisations fascistes et à dénoncer la guerre civile comme le pire de tous les maux. La trahison staliniste trouve son point culminant dans l'organisation du « mouvement mondial de la jeunesse pour la paix, la liberté et le progrès ». Ici, les stalinistes s'unissent avec des associations de jeunesse nationalistes et religieuses pour tenir des congrès de parade « pour la paix » (Bruxelles,

Genève), sous la protection de prêtres réactionnaires et de politiciens impérialistes faillis comme lord Cecil, etc. Le but et le résultat de ces congrès de paix stalinistes sont non pas l'organisation de la paix entre les peuples (ce qui à l'intérieur du capitalisme est une utopie réactionnaire), mais au contraire l'organisation de la paix civile entre les classes des nations impérialistes (ce qui rendra possible la guerre). L'Internationale Communiste des Jeunes — surgie dans la lutte contre le social-impérialisme (socialisme en paroles, impérialisme en fait) de la Deuxième Internationale pendant la dernière guerre mondiale — se prépare aujourd'hui à mener la jeune génération prolétarienne à la boucherie de l'impérialisme. A l'intérieur de ses propres rangs le mouvement prolétarien de jeunesse n'a pas de pire ennemi que le stalinisme.

**

Le « Bureau International des Organisations Révolutionnaires de Jeunesse » est sans importance pratique digne d'être nommé. C'est la section de jeunesse du Bureau de Londres, cette édition en miniature de l'Internationale 2½ (S.A.P., I.L.P., etc.). Ce bureau de jeunesse voit sa tâche dans le fait de rendre des services au stalinisme. Dans des appels communs « à la jeunesse ouvrière allemande » la section allemande de ce Bureau de Jeunesse (la jeunesse du S. A. P.) reconnaît que les stalinistes (qui ont vraiment fait plus pour la victoire de Hitler que Hitler lui-même) ont éclairé à temps le prolétariat allemand sur « la forme, l'essence et la tâche du fascisme ». Du reste, la section de jeunesse du Bureau de Londres — autant que ses moyens modestes le lui permettent — soutient la tromperie des congrès stalinistes de paix civile pour la préparation de la guerre impérialiste.

**

La section de jeunesse de la Quatrième Internationale ne peut être édifiée que dans la lutte la plus vive contre les tendances et conceptions esquissées ci-dessus dans le camp du mouvement prolétarien des jeunes et qui ne peuvent, en fin de compte, que vouer pieds et poings liés les nouvelles générations aux mains du capitalisme international, au fascisme et à la guerre. Seule, une politique révolutionnaire inconciliable, condamnant de la façon la plus catégorique toute concession au social-pacifisme et au social-impérialisme et poursuivant partout avec hardiesse et décision le but de la révolution prolétarienne, seule une telle politique, défendue et propagée par une participation active et directe au sein de la

jeunesse ouvrière et de ses organisations de masses, permettra de rassembler les masses de la jeunesse prolétarienne autour du drapeau rouge de la révolution sociale. Seules les organisations de la Quatrième Internationale, en regroupant autour d'elles les révolutionnaires, peuvent et veulent suivre ce chemin, seules elles réussiront à délivrer la classe ouvrière du marais de l'opportunisme, de la trahison et de la stratégie de défaites des Deuxième et Troisième Internationales.

La dégénérescence des Deuxième et Troisième Internationales a gaspillé en grande partie les énergies politiques des générations prolétariennes aînées. L'édification de la Quatrième Internationale est indissolublement liée à l'éveil politique de nouvelles couches prolétariennes et, avant tout, de la jeune génération. C'est pourquoi il est d'une grande importance que les cadres de la Quatrième Internationale à l'intérieur du mouvement prolétarien de jeunesse soient en croissance constante. En France et en Hollande existent déjà des organisations de jeunesse indépendantes, qui sont pour la Quatrième Internationale. En Belgique, par les menées de Vandervelde et Cie et avec la collaboration directe de Godefroid (qui prouva par là qu'il préfère l'unité avec les socialistes d'union sacrée), l'aile vraiment révolutionnaire, qui se groupe autour du journal *l'Action Socialiste Révolutionnaire*, vient d'être exclue des Jeunes Gardes Socialistes et œuvre actuellement à sa constitution indépendante. A l'intérieur de l'organisation unique de jeunesse d'Espagne (unification de l'organisation de jeunesse socialiste avec l'organisation staliniste), à l'intérieur de la « Labour League of Youth » d'Angleterre, de l'organisation de jeunesse « Zukunft » de Pologne, de la « Young People Socialist League » (Yipsel) d'Amérique, en Suisse, en Autriche, au Canada et dans une série d'autres pays existent des fractions, des groupes et des courants pour la Quatrième Internationale. Tous ces éléments du mouvement prolétarien de jeunesse qui se tiennent sur le terrain de la Quatrième Internationale trouveront les voies et les moyens — sans contrevenir aux conditions particulières de leur pays et de leur travail — d'échanger réciproquement leurs expériences, d'apprendre l'un de l'autre et de marcher en commun vers de nouveaux succès.

En avant, vers la création de la section de jeunesse de la Quatrième Internationale !

La conférence recommande les études suivantes à toutes les sections comme matériaux pour des publications dans la presse, pour leur propagande et à des fins d'éducation.

L'évolution de l'Internationale Communiste de parti de la révolution mondiale en instrument de l'impérialisme

1° La guerre mondiale impérialiste de 1914-1918 fut le symptôme le plus clair que les modalités capitalistes de production étaient devenues des entraves; que les conditions objectives étaient mûres pour la victoire de la révolution prolétarienne. La Deuxième Internationale, cependant, dont la bureaucratie s'était largement adaptée à la société bourgeoise au cours de l'évolution montante de longues années du capitalisme, au moment décisif de l'éclatement de la guerre, trahit les intérêts du prolétariat et passa sur le terrain de la défense nationale, c'est-à-dire de la défense des frontières de l'Etat national bourgeois, lesquelles étaient devenues, de même que la propriété privée des moyens de production, un frein au développement des forces productives.

2° La conclusion de la nécessité d'une Troisième Internationale, résultant de la trahison abominable et de l'effondrement de la Deuxième Internationale, n'a été tirée, au premier abord, que par un nombre infime de marxistes révolutionnaires. Dans la plupart des pays des oppositions surgissaient, certes, contre l'attitude chauvine des partis social-démocrates, mais ces oppositions avaient surtout un caractère pacifiste-centriste. Aux conférences internationales des adversaires du carnage impérialiste des peuples, à Zimmerwald (1915) et à Kienthal (1916), les partisans de l'édification de la Troisième Internationale restèrent en minorité et furent diffamés par tous les centristes et social-impérialistes comme des fanatiques, des utopistes et des sectaires.

3° Le triomphe de la Révolution russe d'Octobre 1917 fut le triomphe des principes révolutionnaires de lutte contre l'ennemi dans son propre pays, de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, opposés depuis 1914 par la poignée de marxistes révolutionnaires et principalement par la direction des bolchéviks russes au principe réactionnaire de la défense nationale. Les bolchéviks — après avoir vaincu les tendances analogues dans leurs propres rangs — rompirent avec la majorité équivoque et centriste de Zimmerwald, et dressèrent le drapeau de la Troisième Internationale.

4° Aux côtés du parti bolchévik victorieux ne se groupèrent, au Congrès constitutif de la Troisième Internationale (mars 1919) que les représentants peu nombreux de partis et de groupes relativement faibles, Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, auxquels il aurait fallu réserver une place d'honneur dans cette assemblée, avaient été assassinés entre temps par les mercenaires du social-démocrate Noske. Le premier Congrès se dressa résolument contre la tentative réactionnaire de reconstituer la

Deuxième Internationale dans sa forme d'avant-guerre (conférence de Berne des partis social-démocrates et indépendants en février 1919); il préconisa, par contre, le rassemblement de l'avant-garde dans une Internationale révolutionnaire homogène. Les manifestes du Congrès démasquaient implacablement le pacifisme trompeur du président Wilson, l'illusion de la Société des Nations, c'est-à-dire des Etats capitalistes, préconisée par la Deuxième Internationale. Un des actes des plus importants du Congrès fut d'avoir rétabli l'enseignement marxiste de l'Etat comme instrument de domination de classe, et d'avoir démasqué la démocratie parlementaire comme la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat. Les thèses de Lénine sur « La démocratie et la dictature » adoptées par le Congrès jetèrent la lumière sur le caractère contre-révolutionnaire et bourgeois des mots d'ordre et principes abstraits de la démocratie formelle « pure » (Liberté, Egalité, etc.). Elles démontrèrent à la suite de l'expérience russe la nécessité de détruire l'appareil de l'Etat bourgeois et d'instaurer la dictature prolétarienne sur la base des Conseils (soviets).

5° Egalement en 1919 se situe l'expérience de la révolution hongroise. Le pouvoir tomba entre les mains des communistes alliés aux social-démocrates de gauche à la suite de la décomposition et de la confusion complètes de la bourgeoisie. Mais dès le début, la révolution hongroise demeura sans véritable direction. Le parti communiste se dissolva dans le parti social-démocrate et prouva, ainsi, qu'il n'avait pas été lui-même un parti communiste. La révolution hongroise échoua non seulement à cause de la situation internationale qui était défavorable, mais aussi à cause de l'incapacité complète de la direction Béla Kun et Cie (dans la question du parti et surtout dans la question agraire). L'Internationale Communiste, qui venait de se constituer, n'était pas encore assez ferme organisationnellement pour diriger la révolution hongroise sur une autre voie.

6° Les conséquences désastreuses de la guerre eurent pour résultat un formidable réveil de la conscience de classe des masses prolétariennes qui commençaient à comprendre le rôle traître joué par les partis social-démocrates. Sous la pression de la base de leurs partis, quelques anciens dirigeants réformistes et social-pacifistes (du parti social-démocrate indépendant d'Allemagne U. S. P. D., du Parti Socialiste d'Italie, du P. S. de France, de l'Independent Labour Party anglais, etc.) demandèrent leur affiliation à l'Internationale Communiste, sans cependant renoncer à leurs positions centristes. A ce danger d'infiltration de

tendances opportunistes dans les rangs de l'I. C., le second congrès (1920) remédia en posant 21 conditions à l'affiliation à l'I. C. Dans ces 21 conditions, une lutte farouche est déclarée à toute ambiguïté, aux hésitations indécises, au social-pacifisme stérile des centristes, et est exigée la rupture complète avec toutes les idées et conceptions pacifistes (désarmement, S. D. N., arbitrage international, etc.). Au principe d'un contact lâche entre les partis nationaux, entièrement indépendants (et même agissant à l'encontre l'un de l'autre), principe appliqué dans la Deuxième Internationale, fut opposé le principe d'un parti mondial basé sur une théorie et une pratique homogènes, ayant comme but la création d'une direction internationale homogène selon les principes du centralisme démocratique.

7° Ceux des politiciens centristes et conciliateurs (envers la Deuxième Internationale) dont l'affiliation à l'Internationale Communiste fut empêchée par le deuxième congrès, essayèrent de former une Internationale deux et demi (début 1921), formation intermédiaire entre la social-trahison ouverte et la révolution (les austro-marxistes, les « indépendants » allemands, les « longuetistes » français, l'I. L. P., etc.). L'Internationale deux et demi proclamait à nouveau — selon les paroles de Karl Liebknecht — « l'unité du feu et de l'eau », l'unité des révolutionnaires et des social-traitres, dans une seule Internationale. Mais l'histoire n'avait pas de place pour une telle solution intermédiaire. L'Internationale deux et demi fut écrasée dans la lutte entre la Deuxième et la Troisième Internationales; ses éléments révolutionnaires se tournèrent vers la Troisième Internationale, ses sommets bureaucratiques se réunifièrent en 1923 (congrès de Hambourg) avec la Deuxième Internationale.

8° Le centrisme opportuniste, qui ne voulait pas conduire les masses, mais être conduit par elles, trouva son complément dans l'ultra-radicalisme qui, au lieu de conquérir les masses par l'intérieur, en participant à leurs organisations, leur posait un ultimatum du dehors. Ces ultra-gauchistes se déclaraient contre la participation aux élections, pour la sortie des syndicats de masse et pour la constitution de syndicats révolutionnaires « purs », pour une action isolée de l'avant-garde. Ces tendances amenèrent en Allemagne à la formation d'un Parti Ouvrier Communiste (K. A. P.) en 1920. Mais, dans le parti officiel aussi (K. P. D. égal P. C. A.) les tendances aventuristes n'étaient nullement vaincues. Cela se fit jour particulièrement pendant l'action de mars (1921) quand le parti, au lieu de se borner à la défense contre les provocations des social-démocrates au gouvernement, jeta l'avant-garde isolée dans une offensive armée, subissant un échec. Mais le plus grand danger consista en ce qu'à ce moment toute une école de théoriciens du parti érigèrent en un principe la tactique de mars (Thalheimer, Frölich, Maslow, Koenen et autres). Le troisième congrès (1921) condamna les aventures ultra-gau-

ches et lança le mot d'ordre : « Vers les masses! ». Il partait de la constatation que la première et grande vague d'après-guerre (1917-1920) subissait un reflux, qu'une accalmie intervenait dont il fallait se servir pour mieux et plus profondément préparer les luttes à venir. La stratégie et la tactique des partis communistes furent fixées dans des résolutions qui gardent encore aujourd'hui toute leur actualité. Les « thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes » adoptées par le congrès, bien que rédigées trop schématiquement, « trop à la russe » (Lénine au quatrième congrès), n'en donnent pas moins beaucoup de suggestions utiles, principalement au sujet de la liaison du travail légal et illégal, de la nécessité d'un passage rapide d'une méthode de travail à l'autre, de l'organisation de la presse, de la construction de cellules d'entreprises, etc.

9° Le quatrième congrès (1922) approfondit et concrétisa les enseignements du troisième congrès. La politique de la N.E.P. en U.R.S.S. qui remplaça le « communisme de guerre », né sous la contrainte implacable de la situation, a fourni une expérience pleine d'enseignements sur les reculs tactiques nécessaires même après la conquête du pouvoir, expérience qui probablement gardera sa valeur non seulement pour la Russie arriérée, mais aussi pour les pays avancés.

Le quatrième congrès a eu à son actif un énorme travail organisationnel. Au cours de trois années sont nées, dans tous les continents et dans la presque totalité des pays du monde des sections nationales; en outre fut bâtie l'Internationale Syndicale Rouge (I.S.R.) et l'Internationale Communiste des Jeunes (I. C. J.). Les partis communistes se trouvèrent à cette époque à la tête de puissantes actions révolutionnaires de masses.

Les défaites du prolétariat italien en 1920 et 1922 n'étaient pas les défaites des méthodes stratégiques et tactiques de l'Internationale Communiste léniniste, mais du maximalisme italien et (en 1922) aussi du bordiguisme ultra-gauche. L'Internationale Communiste tenta de lutter contre ces deux tendances, mais sans réussir à s'imposer à temps, pour empêcher la victoire du fascisme.

10° Un des actes les plus importants de l'I.C. de ces années a été celui de proclamer la signification historique des mouvements de libération nationale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, le soutien de la lutte des nations opprimées contre l'oppression impérialiste, tâche que la Deuxième Internationale avait toujours négligée et directement trahie par la position qu'elle prit pendant la guerre mondiale.

Les « thèses sur les questions nationale et coloniale » du deuxième congrès, rédigées par Lénine, étaient déjà résolument dirigées contre toute tentative de vouloir donner une apparence communiste aux mouvements de libération révolutionnaire qui ne seraient pas véritablement communistes. Les thèses estimaient nécessaires une collaboration tempo-

raire avec le mouvement national révolutionnaire, mais elles indiquaient aux communistes non pas de fusionner avec ces partis nationalistes, mais de conserver absolument le caractère indépendant du mouvement prolétarien.

11° L'année 1923 représente un tournant décisif dans l'histoire de l'I. C. L'apparition en U. R. S. S. de nouvelles couches d'exploiteurs à la suite de la politique de la N. E. P. et l'épuisement général de la classe ouvrière après ses efforts prodigieux et plein d'élan des années de la Révolution et de la guerre civile permirent à la bureaucratie de l'appareil du parti et de celui de l'Etat, qui, entre-temps, s'était très fortifiée, de s'ériger de plus en plus en force sociale indépendante, en arbitre au-dessus des classes. Cependant, la bureaucratie ne pouvait conquérir le pouvoir politique que dans la lutte contre l'avant-garde prolétarienne, contre la démocratie prolétarienne au sein du Parti et des Soviets. Ce fut le contenu politique de la lutte du stalinisme contre le trotskysme, qui commença en 1923. La date de l'essor de la bureaucratie coïncide avec la grave maladie de Lénine et son écart de toute activité politique; mais, dans ses derniers écrits (notamment dans l'article « Plutôt moins, mais mieux » et dans le document que l'on appelle son Testament), Lénine avait clairement compris le danger du bureaucratisme ayant Staline comme principal représentant, et avait invité les révolutionnaires à le combattre.

12° En Allemagne, l'année 1923 vit naître une nouvelle crise révolutionnaire. Les conséquences nullement vaincues de la guerre, la crise économique mondiale, interrompue seulement par des essors minimes, l'entrée de l'armée française dans la Ruhr, l'organisation et l'échec de la « résistance passive » de la bourgeoisie allemande contre cette invasion; l'inflation sans bornes de la monnaie allemande, menaient à une exacerbation extrême des contradictions de classes. De puissantes grèves de masses éclatèrent, le mouvement des conseils d'usine devint le point de concentration des masses révolutionnaires, les ouvriers s'organisaient en centurions et commençaient à s'armer. Dans plusieurs syndicats de masses les communistes obtinrent la majorité. La confusion était grande dans la social-démocratie, la bourgeoisie était divisée. Le mouvement des masses ayant atteint son point culminant, il fallait toute la décision et une initiative pratique de la part de la direction révolutionnaire afin de pousser le mouvement en avant et de le mener à la victoire. Mais la direction du Parti communiste (Brandler, Thalheimer, Walcher, Frölich, etc.) s'avéra incapable d'accomplir sa tâche historique et prouva ainsi qu'il ne s'agissait là que d'une direction social-démocrate avec une légère apparence communiste. Elle s'attacha indissolublement au front unique avec la social-démocratie sans comprendre que le sens du front unique consiste à « prendre un élan pour mieux sauter » et sans comprendre que la lutte pour gagner les masses ne peut, à partir d'un certain stade de l'évolution,

être menée que comme lutte directe pour la conquête du pouvoir. La direction de l'I. C., dans laquelle les premiers symptômes de décomposition bureaucratique commençaient à se faire jour, se montra également incapable de mener le Parti communiste allemand sur la voie juste. Quand, finalement, la bourgeoisie allemande concentra ses forces, proclama l'état de siège et, à son tour, passa à l'offensive, le P. C. A. capitula sans lutter. Une grave défaite pour le prolétariat allemand et européen en fut la conséquence, donnant ainsi au capitalisme européen la possibilité d'une nouvelle stabilisation relative.

13° La défaite de 1923 amena une grave crise au sein du P. C. A., qui se donna une nouvelle direction « gauche » (Fischer-Maslow). Cependant, cette direction ne se rendit pas compte du caractère décisif de la défaite d'octobre. Au lieu de donner l'ordre de la retraite, elle s'engagea dans la voie de l'aventure et ne fit ainsi qu'aggraver la défaite.

En Bulgarie la section de l'I. C. (direction Kolarov-Dimitrov) laissa également passer, en 1923, une situation révolutionnaire extrêmement favorable et essaya de rattraper l'occasion manquée par une aventure putchiste en septembre 1923, infligeant ainsi au prolétariat bulgare une défaite fatale.

Après la défaite allemande, l'I. C. accepta la politique aventuriste et la transposa dans l'Internationale entière. La conséquence en fut une nouvelle défaite en Esthonie (insurrection de Réval, en décembre 1924).

14° Au fur et à mesure que la défaite allemande affaiblissait les positions du prolétariat international et de son avant-garde, elle renforçait les tendances d'autonomie de la bureaucratie soviétique. Or, le cinquième Congrès mondial de l'I. C. (1924) marqua surtout la soumission de l'I. C. à la bureaucratie russe; l'I. C. à son tour fut bureaucratisée et placée sous la dépendance complète du centre bureaucratique de Moscou.

15° C'est dans la théorie du « socialisme dans un seul pays », élaborée par Staline, chef de la bureaucratie, en automne 1924, et qui est en contradiction flagrante avec toute la théorie et pratique du marxisme-léninisme, que les nouvelles couches qui avaient surgies (bureaucratie, koulaks, spécialistes, etc...) trouvèrent l'expression idéologique conforme à leurs intérêts nationalement bornés. Le promoteur du socialisme, c'était selon la bureaucratie, la bureaucratie elle-même, et non pas le prolétariat international. L'I. C., née pour être l'instrument de la Révolution mondiale, devenait ainsi l'instrument des intérêts nationaux de la bureaucratie soviétique. Cette contradiction fondamentale caractérisait la politique dès lors centrée de l'I. C., c'est-à-dire une politique oscillante entre l'adaptation sans principes à la bureaucratie réformiste et la démocratie bourgeoise d'une part, et l'aventurisme putchiste d'autre part, unissant en soi tous ces traits caractéristiques. La base sociale de ce centrisme — pôle stable dans le déroulement des événements — est la bureaucratie soviétique.

16° Les deux méthodes de l'I. C. de conduite en face des masses, celle de l'adaptation sans principe aux conditions données et aux partis bourgeois-démocrates et petits bourgeois-réformistes d'une part, et d'autre part celle de l'appel brusque, immédiat aux instincts révolutionnaires des masses, trouvèrent leur racine dans la place qu'occupe dans la société la bureaucratie soviétique (dont la bureaucratie de l'I. C. représente une annexe docile). La bureaucratie soviétique, par tout son caractère social, est sujette à l'adaptation aux couches privilégiées et exploitrices de la société soviétique (koulaks, couches intellectuelles, aristocratie ouvrière). Cependant, aussitôt que leur développement a atteint le point critique, que ces couches sont devenues si puissantes socialement qu'elles menacent d'ébranler l'hégémonie politique de la bureaucratie, celle-ci se sauve en appelant aux masses. En réalité elle ne met les masses prolétariennes (plus précisément: des parties modestes de celles-ci) en mouvement qu'en faisant fonctionner brutalement tout l'appareil du pouvoir (notamment le G.P.Ou.). A l'échelle internationale, la bureaucratie soviétique et l'Internationale Communiste se sentent attirées par la démocratie petite-bourgeoise. Mais si la bureaucratie soviétique, pour des raisons nationales ou par la logique des événements, entre en contradiction avec la démocratie petite-bourgeoise, elle essaye brusquement de pousser les masses dans des actions révolutionnaires. Mais comme, pour imposer son ultimatum, les moyens répressifs de l'Etat font défaut à l'I. C., les masses restent passives.

Ainsi s'expliquent d'une part les succès apparents de la politique staliniste en Union Soviétique (qui éblouissent les philistins de toutes nuances, des réactionnaires fabiens anglais — Webb et Cie — aux Romain Rolland et au Bureau de Londres (du S.A.P.-I.L.P.) et d'autre part les échecs catastrophiques de l'I. C.

17° La course aventuriste des années 1924-1925 trouva de cette façon son complément opportuniste dans des combinaisons bureaucratiques, dirigées directement contre les intérêts de l'avant-garde prolétarienne. La fondation d'une Internationale Paysanne (Krestintern), le flirt avec le parti paysan croate de Raditch et avec le parti fermier américain de Lafolette furent une tentative de la bureaucratie staliniste d'utiliser internationalement les tendances vers le koulak comme un contre-poids contre l'avant-garde prolétarienne. L'alliance par-dessus les classes avec le Kuomintang chinois, les espérances dans la bureaucratie des trade-unions en Angleterre, toutes ces béquilles de la course aventuriste de 1924-1925 devenaient les éléments essentiels de la course ouvertement opportuniste de 1925-1927.

18° Dans les années 1925-1927 eut lieu la grandiose explosion de la Révolution chinoise. Les premiers événements donnaient la direction à la bourgeoisie chinoise et à son parti, le Kuomintang. La bureaucratie du Comintern se solidarisa complètement avec le Kuomin-

tang et avec sa direction militaire (Tchang Kai Chek). Le Parti communiste chinois fut obligé de renoncer totalement à une politique indépendante et d'entrer dans le Kuomintang, en se soumettant complètement à ce dernier; les leçons du deuxième congrès mondial étaient foulées aux pieds. Comme justification à cette politique tout à fait menchévique devait servir la formule bolchévique de la Révolution de 1905: «dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie». Chez Lénine cette formule était l'expression algébrique de l'idée d'une alliance de lutte du prolétariat et de la paysannerie pauvre contre les aristocrates fonciers et la bourgeoisie libérale. La définition de la forme concrète que cette *dictature* des opprimés contre les oppresseurs devait prendre, était laissée à la situation révolutionnaire concrète. Quand cependant, au printemps 1917, des tendances opportunistes au sein du parti bolchévik se cachaient derrière cette ancienne formule bolchévik, Lénine l'abandonna dans ses «Lettres sur la tactique» (avril 1917) comme surpassée par l'évolution vivante. Aux mains du stalinisme, cependant, le mot d'ordre de Lénine, dirigé contre la bourgeoisie libérale, servit à soumettre complètement le prolétariat à la bourgeoisie libérale.

La politique opportuniste de la bureaucratie staliniste, rampant à plat ventre devant la bureaucratie militaire et n'ayant aucune confiance dans la force révolutionnaire du prolétariat, n'a toutefois pas empêché que les masses prolétariennes chinoises et la paysannerie pauvre se tournèrent vers le communisme, poussées par la volonté d'accomplir la «Révolution d'Octobre», la répartition des terres, l'expropriation des expropriateurs, la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois-militariste et son remplacement par les soviets dans leur propre pays.

La bourgeoisie du Kuomintang, liée par le capital financier aux intérêts des propriétaires fonciers et des riches paysans, s'opposa de toutes ses forces à la révolution agraire. Les communistes chinois, soudés par le stalinisme au Kuomintang, furent empêchés de cette façon de se mettre à la tête de la révolution agraire; la paysannerie resta sans direction révolutionnaire et la Révolution chinoise fut privée de son levier le plus puissant.

La politique servile du stalinisme n'empêcha pas la bourgeoisie chinoise de régler son compte au danger en puissance que représentait pour elle l'essor du communisme. La direction militaire du Kuomintang accomplit un coup d'Etat contre-révolutionnaire et Tchang Kai Chek fit fusiller par milliers les prolétaires chinois, déjà rendus impuissants et désarmés par la politique staliniste, alors qu'à Moscou on fêta celui-ci comme héros de la Révolution. Après la «trahison» de Tchang Kai Chek (trahison non pas des intérêts de classe de la bourgeoisie chinoise, mais des illusions stalinistes) la bureaucratie staliniste préconisa l'alliance avec le Kuomintang de «gauche» (Van Tchun Vei), faisant avec lui la même expérience amère qu'avec Tchang Kai Chek.

Ce ne fut que lorsque la défaite fut définitive que la bureaucratie en appela aux masses prolétariennes, qui dans leur grande majorité venaient d'être écrasées. Le résultat en fut l'insurrection de Canton qui — malgré son caractère putchiste, et bien que vouée à un isolement complet et ainsi à la défaite — démontra une fois de plus nettement le caractère de classe de la révolution chinoise, la possibilité et la nécessité qui avaient existé de former des soviets et d'instaurer la dictature du prolétariat, soulignant par là le caractère criminel de toute la politique staliniste en Chine.

19° Dans les autres pays coloniaux et de l'Asie orientale (Indes britanniques, Indes néerlandaises, Indonésie, Japon, Corée, etc.) le stalinisme préconisa dans ces années la création de « partis paysans et ouvriers » (du type du Kuomintang, qui seraient tout le contraire de partis communistes. Cette politique a totalement désorganisé et démoralisé l'avant-garde prolétarienne de ces pays et a constitué — en liaison avec la défaite catastrophique de la Révolution chinoise — la cause la plus importante du fait que dans ces pays jusqu'à ce jour aucun parti prolétarien indépendant ne s'est formé.

20° De pair avec l'alliance politique avec le Kuomintang se réalisait l'alliance politique, « pour empêcher l'intervention militaire », avec la bureaucratie syndicale anglaise, appelé « comité anglo-russe ». Si la tactique léniniste du front unique avait pour but de gagner les masses au communisme, dans ce cas les bureaucrates stalinistes n'entraient même pas en contact avec les masses anglaises. Le Comité anglo-russe se limita à des entreprises purement bureaucratiques (conférences, banquets, etc.). En résultat, l'autorité de la bureaucratie réactionnaire des trade-unions fut renforcée et le mouvement de la minorité révolutionnaire (minority movement) qui à cette époque se trouva dans une évolution pleine de promesses, fut abandonné à son sort par la III^e Internationale. Ce caractère réactionnaire du Comité anglo-russe se révéla le plus clairement pendant la grève générale anglaise de 1926, ignominieusement trahie par les chefs des trade-unions (couverts par l'autorité de Moscou). La rupture des liaisons partait non pas de la bureaucratie russe, mais anglaise, et à un moment favorable pour cette dernière.

21° En 1927, la lutte de la bureaucratie contre l'avant-garde prolétarienne en Union Soviétique arriva au point extrême de son exacerbation. Ce furent précisément les résultats catastrophiques de la politique staliniste, confirmant la critique de l'opposition dans tous les points, qui décidèrent la bureaucratie — en alliance directe avec les koulaks et les autres couches petites bourgeoises — d'agir contre l'opposition par les méthodes les plus féroces, se moquant de toute démocratie prolétarienne. Les exclusions du parti, la destitution des fonctions, l'arrestation, la déportation, l'expulsion, l'infiltration en contrebande d'agents provocateurs dans les rangs de l'Opposition, les amalgames, les exécutions, tout cela frayait le

chemin à la dictature bonapartiste de Staline.

22° Après s'être appuyée, dans sa lutte contre l'opposition, sur les koulaks et les couches petites-bourgeoises de la ville, la bureaucratie risquait d'être écrasée à son tour par ces couches. Pour des raisons d'auto-défense elle était donc obligée de se tourner alors contre les koulaks. De même sur le plan international, il lui était devenu impossible de poursuivre sa politique opportuniste, étant donnée l'attitude des partenaires (rupture des liaisons de la part de la bureaucratie des trade-unions, coup d'Etat contre-révolutionnaire de Tchang Kai Chek et de Van Tchin Vei). Quant aux social-démocraties allemande et française, ses contradictions avec celles-ci étaient surtout nationalistes, concernant la politique extérieure. Ces raisons déterminaient le tournant de l'adaptation bureaucratique aux bureaucraties social-démocrate, syndicale et nationale-démocratique (Kuomintang) à l'ultimatisme bureaucratique et à l'aventurisme (voir aussi le point 16).

23° Le sixième congrès qui se réunissait après un intervalle de quatre années (en 1928), avait un caractère équivoque et double. Il était marqué par le passage de l'orientation ultra-droitière à l'orientation ultra-gauchiste et prépara l'élimination de l'aile droite qui ne voulait pas se séparer de la ligne politique opportuniste suivie en 1925-27 (Boukharine, Rykov, Brandler, Thalheimer, Walcher, Froelich, Kilboom, Lovestone, etc.). Le programme adopté par le congrès est entièrement inspiré d'un esprit éclectique. Il canonise la théorie du socialisme dans un seul pays châtiant l'I. C. Le programme ne part nullement de la situation actuelle du capitalisme mondial comme d'un ensemble indivisible, pour en tirer la conclusion de la nécessité de la révolution mondiale, mais il examine d'une manière pédante et réactionnaire la possibilité pour chaque pays en particulier de « réaliser le socialisme », ouvrant ainsi largement les portes à l'ultérieure désagrégation social-patriotique de l'I. C. Quant aux colonies et aux pays semi-coloniaux — même, avec certaines restrictions, concernant des pays comme l'Espagne, le Portugal, la Pologne, etc. — le programme proclame le même mot d'ordre de « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », en lui donnant le même contenu anti-léniniste (fraternisation des classes), qui avait ruiné la révolution chinoise. Dans les questions de stratégie et de tactique le programme ne s'élève pas au-dessus de lieux-communs; les expériences réelles du triomphe d'Octobre et des défaites énormes du prolétariat en Allemagne, en Hongrie, en Chine, etc., le rôle et la signification du parti révolutionnaire et de sa direction passent inaperçus.

24° Au cours des années suivantes la bureaucratie staliniste agissait — principalement mais nullement exclusivement — avec l'autre méthode dont elle dispose : le commandement ultimatiste aux masses. Sans aucune préparation, dans la paix sociale relative de la conjoncture continue des années 1924-1929, tout

d'un coup fut ordonné pour le monde entier et sans distinction un « essor révolutionnaire » (appelé « troisième période »). La politique néfaste de scission sur le plan syndical (propagande d'Oppositions Syndicales Rouges, conçues comme des syndicats indépendants) commençait à se faire jour; tout accord — même temporaire, pratique, technique — avec la social-démocratie fut réprouvé; la théorie du social-fascisme (« social-démocratie et fascisme ne sont pas des antipodes, mais des jumeaux » — Staline) fut élaborée; et toute distinction entre la démocratie parlementaire et la dictature fasciste fut niée. Tandis que les « bêtises ultragauches » — selon l'expression de Lénine — des premières années d'après-guerre étaient toutefois inspirées par une sincère volonté révolutionnaire, actuellement les bureaucrates stalinistes jouaient sans scrupules avec les intérêts des masses prolétariennes.

25° La profonde crise économique venant d'Amérique en 1929-1930, ébranla de fond en comble l'état des choses existant, et en premier lieu en Allemagne, à laquelle, de ce fait, s'applique la caractéristique donnée par Lénine en 1917 au capitalisme russe, à savoir : « le chaînon le plus faible de la chaîne capitaliste ». La politique d'adaptation au capitalisme de déclin menée par la social-démocratie allemande (mot d'ordre du « moindre mal ») et la dégénérescence du Parti communiste allemand empêchaient que la crise ne menât au renforcement du mouvement ouvrier. La petite bourgeoisie tourna sa face vers le fascisme démagogique qui prêchait la guerre civile non pas contre la bourgeoisie pillarde mais contre le prolétariat, et dont le but était de garantir et d'intensifier l'exploitation capitaliste par la destruction de toutes les libertés démocratiques. Mais même l'apparition de cet adversaire dangereux du prolétariat aurait pu se transformer en levier de la révolution, si seulement le parti communiste avait su mobiliser contre celui-ci toutes les forces prolétariennes. Mais la bureaucratie staliniste ne vit même pas le danger; d'autant moins était-elle capable de le combattre. L'appréciation complètement folle de la social-démocratie comme « social-fascisme » mena à l'adaptation au véritable fascisme (programme de « libération nationale et sociale », appui au plébiscite fasciste contre le gouvernement social-démocrate de Prusse en 1931, etc.). Cette politique consistant à s'adapter à l'agitation nationaliste et à éviter de s'affronter dans la lutte avec l'adversaire fasciste trouva un appui dans la politique extérieure soviétique uniquement déterminée par des considérations immédiates. Celle-ci considéra comme sa tâche de maintenir la contradiction franco-allemande pour éluder ainsi la possibilité d'une intervention à l'Ouest. D'une façon générale, la politique extérieure des Soviétiques était pleinement en droit d'exploiter pour ses buts les contradictions entre les intérêts des puissances impérialistes, mais c'était un crime inouï de sacrifier les intérêts de la révolution prolétarienne à des considérations immédiates de politique extérieure.

La politique criminellement légère du P.C.A. (dont toute l'I. C. est pleinement responsable) amena la défaite honteuse et sans lutte du prolétariat allemand dans les premiers mois de 1933. L'effondrement pitoyable du P.C.A. (confirmé une fois de plus par le triste résultat du plébiscite sarrois de janvier 1935) était la preuve définitive que l'I. C. s'était transformée de facteur subjectif de la révolution mondiale en obstacle objectif de la révolution mondiale. De ce fait résulta la nécessité absolue de bâtir la IV^e Internationale.

26° La politique de l'ultimatum bureaucratique trouva un complément dans les combinaisons sans principes avec des politiciens bourgeois en faillite, des pacifistes et romanciers (Lord Marley, Barbusse, Romain Rolland, Heinrich Mann, etc.) qui s'expriment dans les « congrès de la Paix » organisés par les stalinistes, dans la Ligue Anti-impérialiste, dans l'Association des Amis de l'U.R.S.S., etc., politique qui est en opposition directe avec la tactique léniniste du front unique pour conquérir les masses prolétariennes, et reflète le respect bureaucratique des « gens ayant un nom » et le mépris bureaucratique des forces révolutionnaires des masses.

27° En 1934, la situation aussi bien intérieure qu'extérieure, celle-ci étant modifiée par la victoire du fascisme en Allemagne, força l'U.R.S.S. à accomplir un nouveau tournant dans la politique de l'I. C. Si jusque-là la tactique léniniste du front unique envers la social-démocratie était considérée comme « contre-révolutionnaire », on conclut alors — partout où il existait des possibilités — une alliance politique étroite non seulement avec la social-démocratie, mais même avec ses patrons, la bourgeoisie libérale, désignant cette capitulation traîtresse devant la démocratie bourgeoise du nom pompeux de « Front Populaire ».

28° La déclaration de Staline au Président du Conseil Français Laval (mai 1935) disant qu'il « comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale de la France », est le signal du passage de l'I. C. dans le camp de l'impérialisme. La diplomatie soviétique qui entre temps avait adhéré à la S. D. N. obligea alors l'I. C. à devenir le champion de la S.D.N., de la « sécurité collective » (c'est-à-dire de la « sécurité » des brigands impérialistes pour continuer sans entraves leur brigandage), de l'arbitrage international, etc. L'I. C. se fit ainsi le défenseur des illusions les plus décrépies et les plus usées, par lesquelles l'impérialisme trompe les masses et les rend mûres pour un nouveau carnage des peuples. Et cela au moment où l'invasion bestiale de l'Italie en Abyssinie démontre clairement tout le vide et tout le mensonge de la phrase sur la sécurité collective.

29° Le VII^e Congrès mondial, qui se réunit enfin en automne 1935, fut placé sous le signe de la rupture avec les dernières traditions qui lui restaient attachées de ses premiers temps. « Front Populaire » et « défense nationale », social-trahison et social-chauvinisme, voilà tout ce que ce congrès — qui ne fut par ailleurs

qu'une vide représentation théâtrale de mario-nettes bureaucratiques — pouvait offrir au prolétariat mondial.

30° Pour être prêts à la défense nationale, les stalinistes de tous les pays ne demandent qu'une chose, à savoir que la politique extérieure de leur pays ne soit pas dirigée contre l'U. R. S. S. Il fallut le pacte militaire franco-soviétique pour transformer facilement les stalinistes français en chauvinistes enragés, prêchant la réconciliation nationale de toutes les classes, de toutes les tendances politiques et religieuses. Les stalinistes anglais n'ont pas d'autre but que de persuader la bourgeoisie anglaise à joindre sa signature au pacte franco-soviétique. La section américaine de l'I.C. préconise dès maintenant une guerre des Etats-Unis contre le Japon « pour défendre l'U.R.S.S. ». Bien qu'une guerre des Etats-Unis contre le Japon — avec une politique révolutionnaire juste de la part du parti prolétarien — offre des possibilités énormes à la révolution mondiale prolétarienne, les stalinistes américains prêchent dès maintenant la renonciation à la lutte révolutionnaire de classes et le soutien de la bourgeoisie américaine, c'est-à-dire la bourgeoisie impérialiste la plus puissante et la plus dangereuse du monde entier. En Chine les stalinistes sont prêts à livrer une fois de plus le prolétariat chinois et la paysannerie pauvre à la direction du contre-révolutionnaire Tchang Kai Chek, à la seule condition que celui-ci soit prêt à diriger ses baïonnettes contre le Japon.

Dans les petits pays d'Europe les stalinistes se déclarent dès maintenant des partisans de « l'indépendance nationale » tout court. Ils oublient complètement que ces pays sont des maillons dans la chaîne impérialiste et qu'ils mènent la guerre pour des buts impérialistes. Quant à la Tchécoslovaquie, dont la défense touche particulièrement le cœur des stalinistes, il ne s'agit même pas d'un Etat national, mais d'un mélange de plusieurs nationalités, dont la cohésion est maintenue par l'impérialisme français, et où la menue bourgeoisie tchèque opprime d'une manière impérialiste non moins de six nations (slovaques, ukrainiens, polonais, allemands, juifs, hongrois). La Pologne, la Roumanie, la Belgique, etc., oppriment de leur côté des minorités nationales; la Hollande, la Belgique, le Portugal, etc., sont eux-mêmes possesseurs de colonies qu'ils exploitent avec aussi peu de scrupules que le font les grandes puissances impérialistes. Les stalinistes autrichiens se déclarent prêts à la défense de « l'indépendance de l'Autriche » — de cette formation totalement incapable de vivre — à la seule condition que la bourgeoisie autrichienne (et le capital franco-anglais) veuille bien accorder une certaine mesure de légalité à leur propagande patriote. Les stalinistes émigrés allemands sont devenus des social-patriotes à rebours; d'accusateurs nationalistes du Traité de Versailles, ils sont devenus les défenseurs du *statu quo* créé par ce traité. La position actuelle des stalinistes allemands aura pour résultat qu'aussitôt que la

dictature fasciste en Allemagne sera remplacée par un autre régime bourgeois, ils se transformeront immédiatement en vrais social-patriotes.

En face de cette monstrueuse trahison des intérêts du prolétariat, les organisations de la IV^e Internationale restent fidèles au mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Non la défense des frontières nationales réactionnaires, devenues, il y a déjà plusieurs dizaines d'années, un frein à toute évolution progressive, mais leur abolition, la création de l'Union des Républiques Soviétiques d'Europe et du monde entier, — voilà notre but.

31° Par cette transformation social-patriotique du stalinisme, toute distinction entre la II^e Internationale — qui ne continue d'exister artificiellement que grâce à la III^e Internationale — et la III^e Internationale a pratiquement disparue; il est donc tout à fait logique que le problème de « l'unité organique » — la fusion de la II^e et la III^e Internationales — apparaisse de plus en plus à l'avant-plan. Dans les pays où le réformisme possède encore le monopole du mouvement ouvrier (Angleterre, Scandinavie) les partis respectifs de la II^e Internationale se refusent à l'unité organique. En Belgique les succès récents des stalinistes et les échecs du Parti Ouvrier doivent rendre ce dernier plus accessible à la fusion. En France par contre c'est le P. C. actuellement grandissant aux dépens de la social-démocratie qui retarde l'unité. Cependant, nulle part il ne s'agit plus de contradictions irréconciliables de principe, mais uniquement du désir des bureaucrates de léser les uns aux dépens des autres. Mais n'importe! Que « l'unité organique » se fasse ou non, il ne doit y avoir pour les ouvriers avancés aucun doute que le stalinisme et la social-démocratie « ne sont pas des antipodes mais des jumeaux », que tous les deux sont les agences jaunes du capitalisme pourrissant.

32° Ces derniers temps, l'I. C. vit un essor qu'il ne faut pas sous-estimer, non plus comme parti révolutionnaire, mais comme parti social-traitre et social-chauvin. Etant données les tensions politiques formidables, qui annoncent partout l'approche d'une nouvelle guerre mondiale, les masses se précipitent vers la gauche et n'y trouvent que la seule porte qu'elles connaissent, à savoir celle de l'I. C. Ainsi le P. C. français, lors des dernières élections pouvait plus que doubler ses voix (et septupler le nombre de ses députés); ce sont avant tout les circonscriptions prolétariennes — Paris et Banlieue — qui ont voté communiste. De même le P. C. belge qui toujours a été très faible obtint dans les élections de cette année un succès intéressant. (Plus de 100% d'augmentation des voix, comparé avec l'année 1932; triplement des mandats). On signale aussi certains succès du stalinisme en Espagne, en Suisse, en partie en Tchécoslovaquie. Un essor des autres sections (Angleterre, Hollande, Scandinavie, Amérique, etc.) n'est nullement exclu — bien que pas trop certain.

Tandis que les masses espèrent que la III^e Internationale les sauvera des dangers de la guerre, l'I. C. s'apprête à devenir l'instrument principal de la guerre impérialiste à venir. L'I. C. remplace donc la II^e Internationale usée au service de la démocratie bourgeoise et de l'impérialisme, mais elle renterme d'énormes contradictions.

33° Ces succès récents de l'I. C. confondent notamment les philistins petits-bourgeois qui se sont rassemblés sous la raison sociale du « Bureau International d'Unité Révolutionnaire Socialiste » (bureau de Londres du S.A.P. allemand, de l'I.L.P. anglais, du Parti Socialiste de Suède, du P.O.U.M. espagnol — Nin, Maurin —, etc.). Sous l'impression de la défaite catastrophique du mouvement ouvrier allemand (1933) un certain nombre de ces partis centristes s'était engagé vers la IV^e Internationale. Mais le tournant staliniste d'automne 1934 entraîna les personnages chancelants de Walcher, Maurin, Nin, Maxton, Brockway, etc., dans les marais de la politique du Front Populaire, et l'absorption du Bureau de Londres par le stalinisme n'est plus qu'une question de date.

34° Un exemple certain des contradictions liées à l'essor actuel des P. C., c'est le prodigieux mouvement de grève (englobant environ 2 millions d'ouvriers et d'employés) et d'occupations d'usines en France, pendant les dernières semaines, et qui prit le P. C. français tout à fait à l'improviste. Mais en s'engageant dans la voie de la révolution, ce frais mouvement des masses se heurte partout à des obstacles que lui oppose l'appareil ossifié de l'I.C. C'est ainsi que le P. C. français, au lieu de se mettre à la tête de la grève et de formuler des revendications révolutionnaires, collabora dès le début avec le gouvernement et les patrons pour étrangler la grève. On peut donc prédire avec certitude ceci : ou le mouvement frais des masses prolétariennes en France balayera l'appareil ossifié des traîtres stalinistes et créera une nouvelle direction, et alors la révolution prolétarienne triomphera, ou bien les bureaucrates traîtres maîtriseront le mouvement, et c'est alors le fascisme qui triomphera.

35° La contradiction entre les masses prêtes à la lutte, poussant vers la gauche, et le nouveau rôle traître des Partis communistes met les organisations de la IV^e Internationale devant de grandes tâches et possibilités. Quelques-unes de ces organisations, dans le passé immédiat, avaient adhéré aux partis socialistes et en ont gagné les meilleurs éléments révolutionnaires pour le marxisme révolutionnaire. Dans les pays où l'évolution politique intérieure prend une allure accélérée (France, Belgique) ce n'était là, pourtant, qu'une courte étape. Dans d'autres pays (Pologne, Angleterre) cette expérience n'est pas encore terminée, dans d'autres (Amérique) elle ne vient que de commencer. Mais travaillant indépendamment ou à l'intérieur des partis socialistes, les sec-

tions de la IV^e Internationale doivent tenir compte qu'actuellement la III^e Internationale attire les ouvriers de la II^e Internationale. La lutte la plus importante contre le social-impérialisme — socialisme ou communisme en paroles et impérialisme en pratique — c'est donc la lutte contre l'I. C., contre la bureaucratie staliniste. La tâche primordiale consiste à faire comprendre aux ouvriers le caractère actuel de l'I. C. comme agence de l'impérialisme, de leur expliquer que passer de la Deuxième à la Troisième Internationale signifie uniquement changer son cheval borgne pour un aveugle.

36° Les voies et les méthodes de ce travail seront très différentes, selon l'évolution et les particularités de chaque pays. L'importance primordiale, c'est d'utiliser toutes les chances pour faire éclater la contradiction entre la bureaucratie staliniste réactionnaire et leur parti social, les ouvriers révolutionnaires. Il s'agit d'observer partout, les yeux ouverts, l'évolution, de rassembler les matériaux, de suivre attentivement les tendances contradictoires, pour pouvoir intervenir à temps et énergiquement.

37° De la théorie et de la pratique des quatre premiers congrès mondiaux plus un souffle ne survit dans l'I. C. d'aujourd'hui. Mais les enseignements stratégiques et tactiques de l'I. C. du temps de Lénine et de Trotsky, la rénovation léniniste du marxisme théorique, ne sont pas oubliés. Ces enseignements et expériences furent défendus dès 1923 par l'opposition bolchévique-léniniste contre la dégénérescence bureaucratique. C'est sur ces données que le travail politique et théorique de l'opposition s'est édifié et dès le début a combattu la théorie du socialisme dans un seul pays comme la source de la dégénérescence social-patriotique. En appliquant les enseignements stratégiques et les expériences de Lénine aux nouveaux événements et phénomènes, et en critiquant implacablement les erreurs stalinistes et les crimes de 1923-1936, l'Opposition a éduqué de nouveaux cadres bolchéviks dans le monde entier. Sans l'étude à fond des documents programmatiques et des écrits de l'opposition bolchévique-léniniste de cette période aucun révolutionnaire prolétarien — qui veut être digne de ce nom — ne peut réclamer une place dirigeante dans les rangs de l'avant-garde prolétarienne.

38° En faisant du grand but stratégique de la révolution prolétarienne mondiale, établi par la III^e Internationale de Lénine et de Trotsky, mais trahi par la bureaucratie staliniste, la seule directive de sa politique, la IV^e Internationale s'arme des leçons et expériences de presque un siècle de luttes révolutionnaires de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, elle se réclame des idées et de l'œuvre de la vie des grands champions du prolétariat : Marx, Engels, Liebknecht, Luxembourg et Lénine.

Résolution sur la situation du mouvement pour la IV^e Internationale aux Etats-Unis

La Conférence de Genève prend note de la décision adoptée par les récents congrès du Workers Party des Etats-Unis et de la Spartacus Youth League d'entrer respectivement dans le Parti Socialiste et dans la Young People's Socialist League (J. S.) américains, ainsi que de la déclaration de la minorité de l'organisation d'accepter la décision des congrès. Bien que la décision et l'entrée qui s'ensuit des membres du W.P.U.S. et de la S.Y.L. ait nécessité la rupture de leurs affiliations internationales précédentes, la Conférence exprime son approbation de cette décision et de la déclaration faite par les Comités Nationaux du

W. P. et de la S.Y.L. dans laquelle ils déclarent entrer dans le P.S. et dans la Y.P.S.L. sur la base du maintien de tous leurs principes et du droit de les propager dans le cadre de la démocratie intérieure dans le P.S. et la Y.P.S.L. La Conférence exprime sa conviction que les efforts réunis des forces de la Quatrième Internationale aux Etats-Unis contribueront grandement à accélérer l'évolution des ouvriers et des jeunes de l'aile gauche socialiste, maintenant libérée des forces principales de la Vieille Garde corrompue et réactionnaire, dans la voie du marxisme révolutionnaire conséquent.

Aux travailleurs d'Espagne et du monde entier

La Conférence représentant les diverses organisations qui luttent en Europe et dans le monde entier pour la IV^e Internationale, vous adresse le salut le plus chaleureux, avec l'espoir passionné que vos magnifiques efforts seront couronnés du triomphe sur tous les ennemis du peuple en armes.

Une fois de plus, par votre héroïsme et votre élan irrésistible, vous donnez aux ouvriers et aux opprimés du monde entier cette démonstration qui découle de toutes les luttes sociales de notre époque : *seul le fusil sur l'épaule de l'ouvrier, peut garantir la liberté, le pain et la paix des travailleurs.*

C'est pour avoir été détourné par le Front Populaire de ses tâches révolutionnaires (s'emparer du pouvoir, détruire la bourgeoisie et ses soutiens, l'armée, police, etc., donner la terre aux paysans, organiser les soviets, armer le peuple), que la classe ouvrière, depuis cinq ans, se débat dans des convulsions sanglantes. C'est le Front Populaire qui, en se cantonnant systématiquement dans les cadres du régime capitaliste et de son Etat démocratique bourgeois, a alimenté l'insurrection militariste fasciste qui a failli porter un coup mortel à la révolution espagnole. La capitulation complète des partis ouvriers devant les radicaux et leur programme, a permis au capital financier de se servir des radicaux et du régime démocratique pour maintenir le corps d'officiers fascistes et réactionnaires, c'est-à-dire pour préparer en fait l'insurrection fasciste.

Sans les milices ouvrières, arrachant les armes aux ministres libéraux, sans la levée en masse du peuple armé, Madrid serait aujourd'hui aux mains des fascistes. Mais l'héroïsme et la combattivité ne suffisent pas à vaincre. Il faut la préparation et l'entraînement. C'était la leçon qui résultait de la défaite des Astu-

ries. Malgré cela, le Front Populaire s'est employé à entraver et à combattre comme des « provocations », même la seule propagande pour la milice ouvrière.

Aujourd'hui les faits sont là. La guerre civile traîne, faute d'une préparation et d'une politique révolutionnaire préalable. La II^e et la III^e Internationale, et leurs gouvernements (Blum et Staline) se couvrent de l'hypocrite excuse de neutralité pour ne rien faire pour les combattants d'Espagne. Pendant ce temps, les gouvernements fascistes (Italie, Allemagne), arment la contre-révolution.

Malheur au peuple espagnol s'il se laisse encore tromper et endormir, s'il garde sa confiance en ceux qui par leur politique de désarmement du peuple ont alimenté les forces de la réaction fasciste!

L'abréviation des souffrances de la guerre civile, et l'issue victorieuse de la lutte, sont étroitement liées à la capacité de la classe ouvrière d'Espagne de forger, aux cours de ses combats, sa nouvelle direction, un véritable parti révolutionnaire. Les intérêts de la révolution espagnole se confondent avec les intérêts historiques de la IV^e Internationale.

Pour aller de l'avant dans la voie de la victoire, le peuple travailleur doit s'organiser dans les Comités révolutionnaires (soviets). Il faut exproprier et balayer la bourgeoisie et instaurer le gouvernement ouvrier et paysan.

Il faut forger les cadres et consolider les rangs de la milice ouvrière et paysanne, *organiser l'armée rouge*. Il faut donner la terre aux paysans.

La réaction a fait du Maroc un rempart contre le peuple espagnol. Un peuple qui opprime un autre peuple, ne peut pas se rendre libre. Libérez le peuple marocain! Vous en ferez un allié formidable pour jeter à la mer les

bandits de Franco, et pour écraser vos ennemis sur votre péninsule.

Travailleurs de France, de Belgique, d'Angleterre,

Travailleurs de tous les pays!

La lutte du peuple espagnol est la vôtre et celle de nous tous. Pas de neutralité possible!

Les fascistes de Rome et de Berlin arment les fascistes d'Espagne.

Il faut aider le peuple espagnol, par tous les moyens : en lui envoyant des armes, en sabotant l'armement du camp fasciste, en ravitaillant la révolution, en affamant la contre-révolution, en organisant l'assistance et l'hébergement pour les familles et les enfants des victimes, en formant dès maintenant partout des *Comités de soutien de la Révolution espagnole*. Il faut que dans tous les ports, et sur

toutes les voies de transport soit saboté systématiquement par les ouvriers tout espèce de ravitaillement en armes ou en provisions des fascistes.

Mais le meilleur moyen d'aider les révolutionnaires espagnols, c'est d'en suivre l'exemple dans la lutte contre le fascisme de nos propres pays, en chassant ceux qui veulent désarmer les travailleurs, matériellement et politiquement, en menant l'offensive révolutionnaire contre notre propre bourgeoisie, pour son renversement par les soviets des ouvriers et des paysans.

Vive la révolution espagnole victorieuse!

Vive la solidarité active du prolétariat international!

Vive le parti mondial de la Révolution sociale, la Quatrième Internationale!

Pour une campagne mondiale de soutien pour l'avant-garde de la IV^e Internationale en France, Espagne et Belgique

Camarades, amis!

La récente Conférence internationale pour la Quatrième Internationale s'est déroulée sous le signe de la montée révolutionnaire en Europe occidentale. En France, en Espagne et en Belgique se décide le sort non seulement du prolétariat européen, mais de celui de tous les continents pour des années, sinon pour des dizaines d'années. Le prolétariat espagnol est entré dans une lutte héroïque. Tandis que Mussolini et Hitler ne se gênent pas d'envoyer aux généraux réactionnaires des avions et des bombes, Staline et Blum abandonnent le prolétariat espagnol à son destin. La Deuxième et la Troisième Internationales sont trop intimement liées avec la bourgeoisie mondiale pour s'en dégager même au moment où se joue leur propre peau.

Ce qu'il faut aujourd'hui, ce sont non pas des manifestations platoniques de solidarité, non pas une philanthropie impuissante, mais le soutien effectif de *l'avant-garde révolutionnaire* par tous les moyens qui sont à notre disposition. Au moment où ces lignes sont écrites, la section française s'appête à envoyer une équipe composée d'artilleurs, d'aviateurs, de techniciens, de médecins et d'infirmières et qui est sur le point de partir en Espagne. Nos forces financières sont faibles et notre aide matérielle est insuffisante. Mais la valeur de notre action d'assistance consiste avant tout à donner un exemple au prolétariat mondial, afin que les ouvriers de chaque usine et que chaque municipalité ouvrière fassent également preuve de solidarité.

Mais ce qui est décisif, c'est la signification politique de cette action. Seule la Quatrième Internationale, exempte de toute liaison à la bourgeoisie, préconise sans réticence et ou-

vertement la plus étroite fraternité d'armes avec le prolétariat espagnol. Nous pouvons et nous devons faire comprendre à chaque prolétaire avancé : c'est seulement dans le renforcement de la nouvelle Internationale révolutionnaire que réside le gage de la victoire *définitive*.

Désormais, c'est le tour de l'Espagne, de la France et de la Belgique. Nous devons concentrer toutes nos forces sur ces pays pour arracher le prolétariat des tenailles fascistes. Seules des organisations fortes de la Quatrième Internationale en Europe occidentale seront capables d'ouvrir à temps les yeux au prolétariat sur le caractère trompeur de l'alliance de ses leaders réformistes et stalinistes actuels avec les sommets de la bourgeoisie; seules des sections fortes seront capables de rassembler autour d'elles la majorité écrasante du prolétariat et de la paysannerie, afin de les mener à la victoire dans les luttes décisives qui viennent.

Révolutionnaires de tous les pays du monde! Nous vous appelons! Aidez l'avant-garde prolétarienne de France, d'Espagne et de Belgique! Nos idées justes seules ne suffisent point. Elles doivent s'emparer des masses pour devenir forces matérielles. Certes, les sections de la Quatrième Internationale sont pauvres. Dans ses rangs il n'y a ni ministres ni « commissaires du peuple ». Elles ne s'appuient que sur votre dévouement et vos sacrifices. Mais les sacrifices que vous faites maintenant porteront dans l'avenir mille fruits. Car le succès aussi dans votre propre pays dépendra de manière décisive de qui l'emportera en Europe occidentale : la révolution prolétarienne ou la réaction fasciste.

Camarades, amis! Le temps presse. Menez

avec nous la campagne mondiale de soutien pour les révolutionnaires de France, d'Espagne et de Belgique! Ne tardez pas! Solidarité!
Chargé par la Conférence :

Le Secrétariat International pour la Quatrième Internationale.

P. S. — Adresser l'argent à la direction de la section dans votre pays, en indiquant la

destination. Celle-ci le transmettra au S. I. qui publiera au fur et à mesure les rentrées dans le « Service d'Information et de Presse » du S. I., ainsi que dans la presse française et belge. La répartition entre les trois pays sera effectuée par le S. I. selon les nécessités éventuelles.

Le Secrétariat International.

Règlement

1) L'instance suprême des organisations associées à l'échelle mondiale au mouvement pour la Quatrième Internationale est la *Conférence Internationale* qui adopte les documents, qui fixe la position du mouvement dans toutes les questions politiques importantes.

2) Entre les conférences internationales, la direction internationale du mouvement est confiée à un *Conseil Général*, composé de membres appartenant à différents pays et organisations de la Quatrième Internationale, élus par la conférence internationale.

Le Conseil Général a le droit de coopter dans ses rangs des membres supplémentaires avec voix délibérative ou consultative, en accord avec l'organisation du pays en question.

Une section nationale a le droit de proposer la révocation de son ou de ses membres du Conseil Général, ce qui doit être approuvé par un vote des deux tiers des membres du Conseil Général.

Le Conseil Général se réunit au moins une fois par an, pour examiner le travail du Bureau pour la Quatrième Internationale et du Secrétariat International.

Le Conseil Général a le droit de régler les conflits qui surgissent dans le Bureau et dans le Secrétariat et empêchent le fonctionnement régulier de ce dernier.

3) Le travail journalier pour assurer et élargir les relations parmi les organisations de la

Quatrième Internationale, pour exécuter les décisions et appliquer la ligne politique de la Quatrième Internationale, est assuré par un *Secrétariat International pour la Quatrième Internationale*, composé de cinq membres résidents au siège du Secrétariat et élus par la Conférence Internationale. Trois suppléants sont élus en même temps avec voix consultative et qui devient délibérative avec le remplacement d'un membre régulier par un suppléant.

Le Secrétariat International édite un bulletin international régulier au moins en langues française et allemande, au nom du Secrétariat International pour la Quatrième Internationale.

Le Secrétariat International se réunit au moins une fois par semaine pour régler la conduite du travail journalier.

4) Le *Bureau pour la Quatrième Internationale* est composé des membres résidents du Secrétariat International plus six autres représentants avec voix égale élus par la Conférence Internationale.

Le Bureau se réunit une fois tous les deux mois pour suivre le travail exécuté par le Secrétariat International et pour tracer l'orientation politique et organisationnelle à suivre dans le travail courant du Secrétariat International.

Décision sur le cas

R. Molinier

La Commission d'organisation, de mandats et de conflits, ayant lu l'appel de R. Molinier et entendu une déclaration de lui concernant son exclusion; ayant entendu la déclaration du camarade P. Frank pour le groupe minoritaire du Bureau Politique du P.O.I. sur l'exclusion de R. Molinier et la situation intérieure du P.O.I.

déclare

1° — qu'elle approuve pleinement l'exclusion de R. Molinier du P.O.I. pour la raison de l'incompatibilité de R. Molinier et de ses méthodes avec l'appartenance à une section quelconque de la IV^e Internationale;

2° — que toute collaboration politique ou organisationnelle avec R. Molinier dans toute activité politique ou littéraire qu'il puisse entreprendre est également incompatible avec

l'appartenance au P.O.I. ou à toute autre section de la IV^e Internationale;

3° — que le groupe minoritaire du P.O.I. doit désormais conduire son attitude et ses discussions d'une manière loyale, en accord avec les décisions et la discipline du P.O.I. et de ses instances dirigeantes, de même qu'avec la discipline de l'organisation internationale.

Remarque au sujet d'une thèse syndicale

A la Conférence a été soumis le projet d'une thèse syndicale qui, pour des raisons matérielles, n'a pu être traité. Le projet sera publié dans le prochain bulletin du Secrétariat International et tous les camarades sont invités à participer par des contributions de discussion écrites à l'élaboration d'une thèse syndicale.

Aux peuples esclaves du Maroc

A tous les peuples coloniaux Frères coloniaux du Maroc et des autres pays opprimés par les impérialistes

Vous tous, comme nous, prolétaires du monde entier, souffrez des mêmes maux, des mêmes douleurs, des mêmes chaînes : ceux de l'esclavage impérialiste.

Il y eut une époque où les bandits impérialistes d'Europe et des autres continents, sous la pression croissante des organisations révolutionnaires des prolétaires qu'ils exploitaient dans leurs pays, cherchèrent à résoudre leurs difficultés aux dépens des peuples colonisés. En se faisant les soutiens des pirates impérialistes pour vous conquérir et vous dominer, les travailleurs d'Europe et des autres pays oppresseurs se firent, inconsciemment, les complices de leurs propres exploiters. Car un peuple qui opprime un autre ne peut pas être lui-même libre.

Mais depuis, le capitalisme a vieilli. Il est partout en pleine décomposition. Il n'est plus capable d'assurer un développement à la société humaine mondiale. Seule la solution socialiste peut faire sortir le monde du chaos présent et donner à l'humanité son libre épanouissement. Or, les bandits impérialistes ne songent pas à disparaître. *Et après avoir utilisé les prolétaires de leurs pays à vous assujettir et vous exploiter, ils ont recours maintenant à vous pour combattre et vaincre les prolétaires qui s'insurgent contre eux pour libérer le monde des chaînes impérialistes. Tel est aujourd'hui le cas en Espagne.*

Malheur à vous, peuples opprimés du Maroc et des autres pays colonisés, si, à votre tour, vous vous faites les complices de vos oppresseurs impérialistes. *La voie de votre libération — comme celle des travailleurs des pays impérialistes — est dans la lutte commune contre l'exploitation capitaliste.*

L'alliance des peuples opprimés avec les prolétaires des pays oppresseurs, seule, peut affranchir les uns et les autres de la domination de leurs ennemis communs : les capitalistes du monde entier.

Nous prenons comme démonstration les seuls faits suivants.

L'impérialisme italien a fait de l'Abyssinie sa proie sanglante. Jamais encore on n'avait employé de tels procédés infâmes dans la conquête des autres pays. Le Négus fit appel à la Société des Nations. Mais comment cette Société de bandits, créée pour sanctionner le partage actuel du monde, pouvait-elle écouter l'appel du peuple abyssin ; empêcher les pirates romains de s'installer sur le plateau éthiopien ? Ce qu'il fallait, c'était soulever les peuples opprimés d'Afrique pour jeter à la mer tous les bandits impérialistes ; ce qu'il fallait, c'était réaliser l'union des peuples opprimés

avec la classe ouvrière d'Europe et des autres continents.

De même pour ce qui se passe en *Palestine*. Le gouvernement britannique a mis la main sur la Palestine pour protéger la route des Indes et ses intérêts pétroliers en Mésopotamie. Afin de garder cette position, les bandits impérialistes anglais attisent la haine de race entre juifs et arabes, en provoquant sans cesse des luttes sanglantes entre les uns et les autres. Tant que les travailleurs juifs se feront les complices des capitalistes agents de l'impérialisme anglais ; tant que les travailleurs arabes ne chercheront pas l'alliance des travailleurs juifs et de leurs frères des Indes pour battre leur ennemi commun : l'impérialisme anglais, celui-ci, en se posant en pacificateur entre eux, ne cessera pas de battre monnaie sur leur sang, en les faisant s'entre-tuer.

En *Extrême-Orient*, nous nous trouvons chaque jour en face de nouvelles agressions japonaises en Chine. Tout comme l'impérialisme italien, l'impérialisme nippon cherche à détourner le peuple qu'il opprime dans son propre territoire de sa lutte révolutionnaire en le poussant à la conquête des autres peuples en Chine.

L'impérialisme français des Blum et des Daladier n'est pas plus doux en *Indochine*, en *Afrique du Nord*, en *Syrie*, partout où à l'ombre de son drapeau tricolore il exploite et opprime les peuples conquis.

Comme en 1914, une nouvelle guerre impérialiste est sur le point de se déclencher pour un nouveau partage du monde. Les mêmes impérialistes qui préparent cette autre guerre ne se font pas de scrupules d'armer les peuples coloniaux quand il s'agit de les conduire contre le peuple soulevé dans leur pays comme il est le cas de l'Espagne d'aujourd'hui. *Ainsi on voit que la lutte pour la libération nationale et la révolution socialiste sont liées étroitement.*

La paix c'est la libération des peuples opprimés.

La libération des peuples opprimés signifie le renversement du capitalisme mondial : la révolution socialiste internationale.

Barrer la route au fascisme en Europe et dans les autres continents signifie tendre la main aux peuples opprimés, affranchir les peuples coloniaux.

Les organisations qui luttent pour la IV^e Internationale, fidèles à l'enseignement de Lénine et de la Révolution d'Octobre, tendent leur main fraternelle aux peuples qui luttent pour leur émancipation nationale.

La IV^e Internationale salue la lutte héroïque

du peuple abyssin contre les bombes et les lance-flammes de Mussolini et la trahison de la Société des Nations; elle soutient le peuple arabe dans ses efforts pour se libérer de la domination britannique. L'Irlande, en 1919 et 1921, et aujourd'hui l'Egypte montrent que même des concessions minimales ne peuvent être obtenues sur les impérialistes que par la lutte révolutionnaire de masses.

La IV^e Internationale condamne la politique de la II^e Internationale qui continue d'adopter des résolutions sur le droit des nations de disposer d'elles-mêmes, en même temps qu'elle soutient ses propres capitalistes dans la domination des peuples coloniaux. Le gouvernement labouriste de MacDonald en Grande-Bretagne et de Vandervelde en Belgique ont traité les peuples coloniaux de la même façon que les gouvernements conservateurs ou autres; tandis que les gouvernements de Front Populaire en France et en Espagne continuent sans changement l'exploitation des colonies. Si le gouvernement de Front Populaire en Espagne avait pris des mesures immédiates pour aider les peuples marocains à se libérer, le fas-

cisme n'aurait jamais eu de base d'où attaquer les ouvriers et paysans espagnols.

La III^e Internationale est l'inspirateur principal du Front Populaire et de sa politique réactionnaire, et appelle les ouvriers et paysans du monde entier à se battre pour la démocratie contre le fascisme. L'ouvrier des usines de Bombay, le paysan hindou, les millions d'indigènes d'Afrique privés de leurs terres et peinant dans les mines impérialistes pour 10 shillings par mois, refuseront d'être trompés par la III^e Internationale pour prendre les armes pour quelque puissance impérialiste que se soit, démocratique ou fasciste. Ils saisiront plutôt l'occasion de se battre hardiment et sans pitié pour leur propre liberté nationale et économique.

La IV^e Internationale leur déclare que ses sections en Europe, Asie, Afrique et Amérique mèneront toute leur lutte contre leur propre impérialisme, en temps de guerre comme en temps de paix, et lutteront côte à côte avec tous les peuples coloniaux pour le renversement de leur ennemi commun — le capitalisme mondial.

Les Etats-Unis d'Amérique (Etude)

Dotés de grandes richesses naturelles et d'un équipement producteur hautement développé, les Etats-Unis, se sont élevés au cours de la guerre au rang de puissance impérialiste dirigeante du monde. Toutefois ils assumèrent ce rôle dirigeant à une époque où le capitalisme était déjà partout à son déclin et où les conflits entre grandes puissances s'accroissaient sans cesse. L'impérialisme américain ne peut s'étendre davantage, ou même maintenir sa position actuelle dans le monde sans faire une large brèche dans la part de pouvoir mondial qui se trouve actuellement entre les mains d'autres nations impérialistes, sans attaquer le niveau de vie des masses des Etats-Unis, d'Amérique Latine, d'Europe et d'Asie qu'il exploite directement ou dont il tire profit indirectement. De sorte qu'en étendant sa puissance partout dans le monde, le capitalisme des Etats-Unis introduit dans ses propres fondements l'instabilité du système capitaliste mondial. L'économie et la politique des Etats-Unis dépendent des crises, des guerres et des révolutions dans toutes les parties du monde. La grandeur même du capitalisme américain et ses ressources, son apparition relativement tardive sur la scène mondiale, le déclin général et les bouleversements, caractéristiques de cette époque du capitalisme mondial, se combinent pour assurer un rythme rapide à l'évolution économique de l'Amérique et par conséquent aussi au développement politique de la bourgeoisie et de la classe ouvrière des Etats-Unis.

La crise de 1929-1933 et l'évolution ultérieure ont fourni d'abondantes confirmations du bien-fondé de cette appréciation. Dans le pays

le plus riche du monde le revenu de l'ensemble des ouvriers-industriels et agricoles a été littéralement amputé de moitié entre 1929 et 1932. De 2 millions le nombre des chômeurs s'éleva à 18 ou 20 millions. La production de l'acier se réduisit à moins de 20% de sa capacité. Les exportations qui dépassaient 5 milliards de dollars tombèrent à 1 milliard et demi à peine; les importations passèrent de 4 milliards et demi environ à un peu plus de 1 milliard. Après 4.600 faillites bancaires en 3 ans toutes les banques du pays fermèrent leurs guichets en mars 1933, à l'apogée de la crise financière.

Le rôle du régime de Roosevelt consista à « sauver » temporairement le capitalisme. Dans ce but il abandonna complètement et sans la moindre tentative de dissimulation le traditionnel « laisser-faire », doctrine des Etats-Unis et en particulier du propre Parti Démocratique de Roosevelt, ainsi que l'instrument particulier à l'Amérique : la doctrine des « Droits d'Etat ».

Il se servit des ressources financières de l'Etat pour secourir des entreprises bancaires et commerciales et fit voter des lois qui restreignirent la concurrence, permirent la hausse des prix, etc., c'est-à-dire qui favorisa le capitalisme de monopole. En même temps l'administration de Roosevelt servait effectivement les intérêts capitalistes, bien que tous les capitalistes ne s'en soient pas rendu compte, en maintenant le mécontentement des masses travailleuses urbaines et rurales dans les liens d'une politique qui consiste en partie en petites concessions souvent illusoire et principalement en promesses démagogiques.

Ainsi, par exemple, un système de retraites-vieillesse et d'assurance-chômage sous le contrôle du gouvernement a fini par entrer en vigueur, mais leur taux est ridiculement bas. L'employeur a la possibilité d'en faire retomber le poids sur les consommateurs, c'est-à-dire les travailleurs, et les syndicats n'ont aucune part à l'administration du système. Formellement le « droit » des ouvriers à s'organiser est reconnu, et le gouvernement cultive l'amitié des dirigeants syndicaux. Actuellement les mouvements de grève sont brisés de façon subtile par des médiateurs codifiés du gouvernement ou brutalement par des gangsters privés, la police ou la milice, sans protestation effective de la part de cette administration « libérale ».

Ainsi la vitalité et les ressources du capitalisme américain, aidés opportunément par l'Etat démocratique l'ont, pour l'instant, soulagé de la crise en ce sens que la production s'est élevée notablement au-dessus du niveau de 1932, que de nouveau on peut faire des bénéfices dans certaines branches d'affaires, etc. Mais cela ne veut pas dire, même pour le puissant capitalisme américain, que la crise est résolue au sens où le furent les crises du passé, c'est-à-dire pour un nouveau cycle d'expansion pendant lequel les conditions d'existence des travailleurs s'élèvent également. Tous les faits indiquent à présent que la crise est permanente, quoique momentanément moins aiguë.

Le revenu agricole qui fut de 15 milliards et demi de dollars en 1920 tomba à environ 5 milliards en 1932. Il s'est notablement relevé l'an dernier, mais seulement à 8 milliards, c'est-à-dire 40% au-dessous du niveau de 1920. Le volume de production des produits de consommation en 1935 a presque égalé le niveau de 1929, mais le volume des matériaux de construction fut moitié moindre qu'en 1929 et l'industrie des moyens de production légèrement meilleure seulement de façon générale. Même ce redressement n'est dû dans une grande mesure qu'à des dépenses gouvernementales plutôt qu'à un véritable redressement (capitaliste) de l'industrie privée, comme on peut déduire du fait que les nouveaux investissements qui, en 1929, s'élevaient à 10 milliards de dollars, tombèrent en 1933 à moins d'un milliard et n'atteignirent l'année dernière que le chiffre de 1 milliard et demi. La rationalisation a progressé pendant la restriction. En conséquence, l'accroissement de la production n'a pas d'effet proportionnel sur le chômage. Le nombre de chômeurs reste de 10 à 12 millions et n'a pas diminué du tout de façon appréciable l'année dernière. Le nombre de personnes secourues s'est accru de 22 à 25 millions entre 1935 et 1936. Voilà une illustration vivante de la façon dont le capitalisme rejette sur le dos des travailleurs les frais du « rétablissement » aussi bien que de la crise.

D'autres aspects de la situation actuelle en Amérique mènent aux mêmes conclusions. Le commerce extérieur reste au-dessous de la

moitié du niveau de 1929. La dette du gouvernement fédéral s'établit à 31 milliards de dollars, augmentée de 50% en 3 ans. L'abondance de l'or — dont le stock s'établissait à 4 milliards en 1932 et aujourd'hui à 10 milliards — continue à être un obstacle à la renaissance du commerce extérieur, à la stabilisation de la monnaie, etc. et une menace d'inflation. La lutte pour les marchés, particulièrement en Amérique Latine et en Asie, contre la Grande-Bretagne et le Japon s'intensifie.

Manifestement, le capitalisme ne voit pas d'autre moyen de sortir d'une pareille impasse autrement qu'en employant la force contre les masses travailleuses d'une part, contre d'autres groupes et puissances capitalistes, d'autre part. C'est ainsi qu'on observe à la fois un accroissement des lois de répression et des atteintes aux libertés civiles — bien que cela puisse être attribué surtout aux Etats et aux municipalités, laissant au président national le privilège de poser au « libéral » — et une dépense annuelle sous l'inspiration directe, cette fois, de Roosevelt, de plus d'un milliard de dollars pour la préparation militaire et navale, somme de beaucoup supérieure à toutes celles des périodes précédentes.

Pour le moment ces dépenses servent à stimuler la « reprise » et permettront bientôt au capitalisme américain, à l'occasion d'une guerre, de porter un coup vigoureux à ses concurrents.

Pendant le plus profond de la crise, la classe ouvrière américaine est restée essentiellement passive. Ceci fut le résultat d'une part de la violence objective des coups auxquels elle fut exposée après une longue période de prospérité et d'autre part de ce facteur subjectif qu'en raison des conditions particulières du développement américain elle entra dans la crise avec des organisations petites et faibles dans le domaine politique aussi bien qu'économique.

Cependant depuis 1933 l'histoire de la classe ouvrière américaine se caractérise par une activité et une combativité presque ininterrompue. Des tentatives opiniâtres et persistantes pour s'organiser, culminant souvent dans des luttes grévistes des plus héroïques ont été entreprises par les ouvriers, y compris ceux des industries-clés, telles que l'acier, l'automobile, le caoutchouc, les usines d'utilité publique et la navigation où dans le passé le mouvement syndical n'avait jamais pu s'enraciner. Les grèves des dernières années se signalent par un puissant essor de la solidarité et de la conscience de classe, elles englobent des dizaines, de milliers d'ouvriers appartenant aux différentes industries et souvent aussi des parties de la petite-bourgeoisie inférieure qui soutenaient la lutte physique des ouvriers grévistes contre les briseurs de grève, des gangsters privés, la police et même la milice.

Les effets de cette nouvelle étape du développement du capitalisme américain et de la pression des masses se reflète dans la polémique qui se déroule actuellement dans l'Ame-

rican Federation of Labor, la plus profonde et la plus acharnée des polémiques dans toute l'histoire de cette institution conservatrice. Les sommets de quelques-unes des plus grandes unions affiliées — tel que John L. Lewis des mineurs — attaquent de front la politique traditionnelle des unions artisanales (craft unions) de la fédération et exigent qu'on accorde aux ouvriers des industries ayant une production massive le droit de s'organiser dans les unions industrielles et qu'on les y invite. A l'intérieur de l'A. F. of L. ils ont fondé un comité pour l'organisation d'unions industrielles (« Committee for Industrial Organisation ») afin d'aider les ouvriers des industries les plus importantes à s'organiser sur la base de l'industrie. Ils n'ont pas satisfait à la demande de l'Exécutif de l'A.F.L. de dissoudre le Committee for Industrial Organisation et ils font maintenant des préparatifs pour une campagne d'organisation dans l'industrie lourde. Cependant il n'y a pas de doute qu'un large mouvement d'organisation et de grève dans une industrie-clé ne peut être considérée aujourd'hui aux Etats-Unis comme une question purement syndicale. Elle conduit nécessairement à un conflit avec la classe bourgeoise dans son ensemble et avec l'appareil gouvernemental, ce qui implique des conséquences sociales les plus profondes.

Bien que le nombre d'adhérents des syndicats a augmenté d'environ un million depuis 1932, les ouvriers des industries-clés restent pour la plupart inorganisés. Chaque vague d'organisation dans ces industries a été brisée par la collaboration des patrons, des organismes d'arbitrage du gouvernement et de bureaucrates traitres des syndicats, souvent avant que le point culminant d'une grève n'ait été atteint. Mais le plus important, c'est que ces trahisons n'aient pas diminué la volonté des ouvriers de s'organiser et leur combativité. Là où en outre les faibles forces des révolutionnaires marxistes étaient capables de participer à ces luttes, les ouvriers ont suivi leur direction et se sont moqués des tentatives des bureaucrates syndicaux, qui les mettaient en garde contre le « danger rouge ».

La politique de trahison des stalinien est la raison essentielle de l'absence d'un véritable parti révolutionnaire, capable de donner aux ouvriers la direction à laquelle ils aspirent de plus en plus et de briser complètement les positions de la bureaucratie syndicale orientée vers la collaboration de classe. En réaction violente contre les exagérations aventuristes de la « Troisième Période » le P. C. stalinien des Etats-Unis poursuit aujourd'hui une politique d'opportunisme le plus grossier. Non seulement il soutient sans critique les bureaucrates syndicaux « progressistes », mais il collabore souvent avec les éléments les plus réactionnaires dans les syndicats. Il consacre ses forces essentielles au soutien d'un mouvement réformiste de ce Farmer Labor Party — version américaine du Front Populaire — et inaugure même une collaboration douteuse avec tels politiciens des partis capitalistes,

ayant des allures « progressistes » et qui sont prêts, dans leurs propres buts, à entrer dans un Farmer Labor Party, si ce parti devait acquérir une force véritable. Bien qu'aux élections présidentielles le P. C. des Etats-Unis présente ses propres candidats et maintienne ainsi l'illusion de l'autonomie et la phraséologie révolutionnaire, en réalité, par son soutien des dirigeants syndicaux qui veulent attirer les ouvriers du côté de Roosevelt et par leurs attaques contre le parti républicain comme seul agence « véritable et immédiate » du « fascisme et de la guerre », etc.; il aide Roosevelt qui, sous le couvert d'un libéralisme démagogique (dans l'acception américaine particulière et un peu confuse de ce terme) constitue l'agent de l'impérialisme américain et de ses gigantesques préparations à la guerre.

Le Parti socialiste américain ne compte guère que 16.000 membres, environ la moitié de l'effectif du P. C. des E.-U., bien qu'aux élections il ait obtenu un plus grand nombre de voix que le P. C. Durant bien des années il fut dominé par la « Vieille Garde » ultradroitière de Hillquit et de ses successeurs. Cependant la crise amena au P. S. de jeunes éléments prometteurs et avec eux de nouvelles tendances se développèrent, causées aussi bien par les conditions aux Etats-Unis que par l'observation des défaites de la classe ouvrière en Allemagne, en Autriche, etc... sous les anciennes Internationales. C'est ainsi que commença un processus de différenciation et une lutte intérieure dans le P. S. qui n'a pas encore trouvé son expression politique claire et définitive. Néanmoins la section la plus corrompue de la « Vieille Garde » (N.-Y) s'est séparée pratiquement dès décembre 1935 de l'organisation nationale et fut définitivement exclue au Congrès du Parti du mois de mai 1936. La scission transforma le rapport des forces au sein du P. S. dans un sens progressif et ouvrit, selon l'appréciation du Workers Party des Etats-Unis, des possibilités importantes pour la construction du Parti de la révolution sociale. D'une manière analogue le rapport des forces dans le P. S. s'est encore sensiblement déplacé par l'entrée récente de plusieurs centaines d'internationalistes révolutionnaires du Workers Party et des Jeunes Spartakistes dans le P. S. et dans les Jeunes socialistes; — le Workers Party d'autre part est le résultat de la fusion effectuée en décembre 1934 entre l'ancienne Ligue Communiste d'Amérique et des éléments syndicaux révolutionnaires de l'ancien Parti Ouvrier Américain qui avait également acquis une position marxiste internationaliste. Reste à savoir quel seront les résultats de ce cours et comment se poursuivra le développement ultérieur du Parti socialiste. Il va de soi que les membres de l'ancien Workers Party entrés dans le P. S. et se soumettant à la discipline de ce parti, ont déclaré d'une manière claire et nette qu'ils maintiennent fermement et invariablement leurs traditions et leurs principes.

La crise du capitalisme américain se pour-

suit. Malgré une conjoncture favorable par-ci, par-là, elle deviendra bientôt de nouveau brûlante. De même la lutte des victimes de l'impérialisme américain, des masses asservies des Etats-Unis, de l'Amérique Latine et d'autres pays devient de plus en plus ample et intense. La tâche la plus importante et la plus urgente consiste à poursuivre avec une énergie de fer, l'œuvre déjà commencée d'unification des éléments d'avant-garde en un parti révolutionnaire fort et discipliné de la IV^e Internationale et de construire ce parti

sur les fondements de granit de l'Internationale marxiste-léniniste, seul capable de concentrer les luttes de masses et de les mener à la victoire. Lorsque cette tâche sera remplie on peut prévoir que la jeune et vigoureuse classe ouvrière américaine qui a si souvent prouvé sa volonté et sa capacité de lutte audacieuse et courageuse, marchera rapidement vers la prise du pouvoir et contribuera à part entière à l'établissement du socialisme mondial.

Additif au point 16 de la résolution sur l'U.R.S.S. et la IV^e Internationale

(voir, page 9)

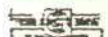
Le soutien résolu et intrépide de l'U.R.S.S. par l'avant-garde prolétarienne mondiale pendant la guerre ne signifie, pourtant, pas que le prolétariat doit devenir l'allié des alliés impérialistes de l'U.R.S.S. « Le prolétariat d'un pays capitaliste qui se trouve en alliance avec l'U.R.S.S. maintient pleinement et entièrement son *hostilité implacable à l'égard du gouvernement impérialiste de son propre pays* ».

(Point 44 des Thèses du S.I. de la L.C.I. (B.-L.) « La Quatrième Internationale et la Guerre »). « L'opposition prolétarienne implacable contre l'allié impérialiste de l'U.R.S.S. devrait se déployer sur le terrain, d'une part de la politique de classe à l'intérieur, d'autre part des buts impérialistes du gouvernement donné, du caractère perfide de son « alliance », de sa spéculation sur un coup d'Etat bourgeois en U. R. S. S., etc. La politique du parti prolétarien dans un pays impérialiste, « allié » comme ennemi, doit, par conséquent, tendre au renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et à la prise du pouvoir. C'est seulement sur cette voie qu'on peut créer une alliance véritable avec l'U.R.S.S. et sauver le premier Etat ouvrier de l'effondrement ». (*Ibidem*, point 45).

SERVICE DES LIVRES.

(Commandes au compte chèque postal : Naville 1333-80 - Paris)

Thèses et résolutions des quatre premiers Congrès de l'I. C.	20 frs.
ROSMER. — Le mouvement ouvrier pendant la guerre	36 frs.
VICTOR-SERGE. — L'an I de la Révolution Russe	25 frs.
TROTSKY. — Défense du Terrorisme	7 frs.



|||||

Chaque Samedi, lisez

LA LUTTE OUVRIÈRE

ORGANE HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE
(BOLCHEVIK-LENINISTE), SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE

15, PASSAGE DUBAIL, PARIS 10^e.

Abonnements. — France 1 an 12 frs; 6 mois 6 frs.

Etranger 1 an 20 frs; 6 mois ... 10 frs.

Compte chèque postal : Depaifre - 1891-14 - Paris.

=====

LEON TROTSKY

OU VA LA FRANCE?

UN VOLUME DE 200 PAGES 7 FR. 50

Faites vos commandes aux Publications Populaires.

Compte chèque Postal : Naville - 1333-80 - Paris.

|||||

PARAIT LE 5 NOVEMBRE :

LIVRE ROUGE

SUR LE

PROCÈS DE MOSCOU

◆
REVELATIONS SUR LE PROCES DES COMMUNISTES D'AOUT 1936

▲
DOCUMENTS SOUMIS A LA COMMISSION D'ENQUETE
INTERNATIONALE

■
REFUTATIONS DES CALOMNIES CONTRE

LEON TROTSKY

1 VOLUME DE PLUS DE 100 PAGES 4 FRS
PAR 10 EXEMPLAIRES 30 FRS.

Faites tous les versements aux Publications Populaires. Compte chèque
postal : Naville - 1333-80 - Paris. — 15, Passage Dubail, Paris 10^e.

RAPPEL

LEON TROTSKY

La bureaucratie Stalinienne et l'assassinat de Kirov

1 VOL. 3 FRS.